

Recueil des Actes Administratifs

TOME 3/5

Janvier 2015

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Boulevard Pasteur, Rue du Cardinal de Cabrières, Rue Joachim Colbert et Rue de la Providence.

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 412-28 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur les voies du présent arrêté, en raison des travaux de bouclage de la ligne 4 du tramway à la demande de TAM ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **26 janvier 2015** et jusqu'au **07 septembre 2015** inclus, le Boulevard Pasteur dans sa partie comprise entre la Rue Ferdinand Fabre et la Place Albert 1er est soumis aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite.

La déviation des véhicules se fera par la Rue Ferdinand Fabre, le Quai des Tanneurs, l'Avenue Bouisson Bertrand, l'Avenue Saint Charles, la Rue Croix Catelan et la Rue Auguste Broussonnet. Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables :

- aux véhicules de secours, de nettoyage et de service public ;
- aux riverains.
- la circulation des véhicules autorisés est interdite aux véhicules de plus de 3,5t ;
- il est instauré une mise en impasse entre la Rue de la Providence et la Place Albert 1er ;
- les véhicules de desserte locale sont autorisés à circuler sur la plateforme du tramway depuis la Place Albert 1er vers et jusqu'à la Rue de la Providence.

Article 2 :

À compter du 26 janvier 2015 et jusqu'au 07 septembre 2015 inclus, Rue du Cardinal de Cabrières dans sa partie comprise entre la Rue Abbé Marcel Montels et la Place Albert 1er, il est instauré une mise en impasse.

Article 3 :

À compter du 26 janvier 2015 et jusqu'au 07 septembre 2015 incus, il est interdit de tourner à gauche sur le Boulevard Pasteur pour les véhicules circulant sur la Rue Joachim Colbert.

Article 4 :

À compter du 26 janvier 2015 et jusqu'au 07 septembre 2015 inclus, Rue de la Providence, un sens unique est institué dans sa partie et dans le sens du Boulevard Pasteur vers la Rue Abbé Marcel Montels.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 6 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge du demandeur.

Article 7 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 8 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 16 janvier 2015



Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

21 JAN. 2015

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue Boyer

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison du montage d'une grue à la demande de PAJE CONSTRUCTION ;

Arrête :

Article 1er :

Le **02 février 2015**, Rue Boyer, dans sa partie comprise entre le Boulevard Vieussens et le n° 29 bis sur 50 mètres, le stationnement est interdit.

Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 14h00**.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de PAJE CONSTRUCTION.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures,

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 16 janvier 2015

Monsieur l' Adjoint délégué

30 JAN. 2015

Luc ALBERNHE

Publié le :



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue de Maurin

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'aménagement de voirie, à la demande du Service de Voirie ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **02 février 2015** et jusqu'au **20 février 2015** inclus, l'Avenue de Maurin, dans sa partie comprise entre la Rue Victor Roger et l'Allée du Boulingrin est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la voie de droite est interdite à la circulation générale ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

À compter du **02 février 2015** et jusqu'au **20 février 2015** inclus, Avenue de Maurin, dans sa partie comprise entre la Rue de la Marqueroze et l'Allée du Boulingrin, la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise MALET.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 16 Janvier 2015

Monsieur l' Adjoint délégué

30 JAN. 2015

Publié le :

Luc ALBERNHE

**Direction du
Génie Urbain**

Service Voirie

Arrêté n° 2015-T99

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation
Rue François Dezeuze
et Avenue de la Recambale**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'entretien de végétation à la demande du Service DPB ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **09 février 2015** et jusqu'au **20 février 2015** inclus, l'Avenue de la Recambale dans les deux sens est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la voie de droite est interdite à la circulation générale ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 50 Km/h.

Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**

La circulation des véhicules est interdite sur 200m.

La libération de la voie sera effectuée au fur et à mesure de l'avancement du chantier.

Article 2 :

À compter du **09 février 2015** et jusqu'au **20 février 2015** inclus, l'Avenue de la Recambale (bretelle accès Avenue de la Liberté) est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la demi-chaussée de droite est interdite à la circulation générale ;

Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**

- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 3 :

À compter du **09 février 2015** et jusqu'au **20 février 2015** inclus, la Rue François Dezeuze (bretelle accès vers l'échangeur de l'Avenue des Garrats) est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la demi-chaussée de gauche est interdite à la circulation générale ;
Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 5 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise UPEE7

Article 6 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 7 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 16 janvier 2015

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE



Publié le :

23 JAN. 2015

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Circulation alternée Route de Mende

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de démolition d'une maison à la demande de Michel ROUMEAS ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **26 janvier 2015** et jusqu'au **06 février 2015** inclus, sur la Route de Mende, dans sa partie comprise entre l'Avenue du Pic Saint Loup et la Place Germaine Richier, au niveau du numéro 2471 sur 50 mètres de chaque côté, la circulation des véhicules est alternée par piquet K10.

Ces dispositions sont applicables **de 9h30 à 16h00.**

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise Michel ROUMEAS

Article 5 :

L'Adjoint délégué est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 16 janvier 2015

Monsieur l' Adjoint délégué

3 0 JAN. 2015

Publié le :

Luc ALBERNHE



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Voies diverses

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur les voies du présent arrêté en raison de travaux sur le réseau d'éclairage public à la demande du Service Eclairage Public de la Ville de MONTPELLIER ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **02 février 2015** et jusqu'au **14 février 2015** inclus, l'Avenue de la Liberté, dans sa partie comprise entre la Rue du Professeur Tédénat et la Rue Bernard Lecache est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
 - la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10.
- Ces dispositions sont applicables **de 22h00 à 6h00.**

Article 2 :

À compter du **02 février 2015** et jusqu'au **14 février 2015** inclus, la circulation est interdite Rue Pierre Causse, dans sa partie comprise entre la Rue de la Taillade et l'Avenue des Garrats
Ces dispositions sont applicables **de 22h00 à 6h00.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux riverains.

Durant cette période la circulation des véhicules se fera à double sens sur cette voie.

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue Pierre Causse, emprunte :

- Rond-point de l'Armée des Alpes
- la Rue François Dezeuze

et se termine sur l'Avenue de la Recambale.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'Entreprise SPIE.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 16 janvier 2015

Monsieur l' Adjoint délégué

30 JAN. 2015

Luc ALBERNHE

Publié le :

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue des Loriots

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de reprise de tranchée à la demande de l'Entreprise COMELEC ;

Arrête :

Article 1er :

Le **03 février 2015**, la Rue des Loriots, entre le n° 19 et le n° 25 est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- le stationnement est interdit ;
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.
- Chaque demi-chaussée alternativement est interdite à la circulation générale.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'Entreprise COMELEC

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 16 janvier 2015

A circular blue ink stamp from the Municipality of Montpellier (Hérault). The text 'MAIRIE DE MONTPELLIER' is curved along the top inner edge, and '(Hérault)' is at the bottom. In the center is a small emblem. A blue ink signature is written across the stamp.

Monsieur l'Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

22 JAN. 2015

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation
Place d'Aviler,
Rue Barthez
et Rue Pitot**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R.411-7, R. 411-25, R. 415-6 et R. 415-15 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, troisième partie, intersections et régimes de priorité et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur les voies du présent arrêté, en raison des travaux de bouclage de la ligne 4 du tramway à la demande de TAM ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **28 janvier 2015** et jusqu'au **30 mai 2016** à l'intersection, de la Rue Pitot et de la Rue Barthez, les conducteurs circulant sur la Rue Pitot sont tenus de marquer l'arrêt à la limite de la chaussée abordée (STOP) puis de céder le passage aux autres véhicules.

Article 2 :

À compter du **28 janvier 2015** et jusqu'au **30 mai 2016** à l'intersection, de la Place d'Aviler et de la Rue Barthez, les conducteurs circulant sur la Place d'Aviler sont tenus de marquer l'arrêt à la limite de la chaussée abordée (STOP) puis de céder le passage aux autres véhicules.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge du demandeur.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 16 janvier 2015

 **Monsieur l'Adjoint délégué**
Luc ALBERNHE

Publié le : 21 JAN, 2015

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Pagès

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de suppression de branchement à la demande de Grdf ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **04 février 2015** et jusqu'au **06 février 2015** inclus, la Rue Pagès dans sa partie comprise entre l'Avenue de Lodève et la Rue Baqué est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite ;
La déviation se fera par l'Avenue de Lodève et la Place Leroy Beaulieu.
- le stationnement est interdit au droit du n°20.
- Ces dispositions sont applicables de **8h00 à 18h00**.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge du demandeur.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 16 janvier 2015

Monsieur l' Adjoint délégué



Luc ALBERNHE

Publié le : 22 JAN. 2015

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue du Latium

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de raccordement du carrefour, à la demande du Service Régulation trafic ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **02 février 2015** et jusqu'au **31 mars 2015** inclus, la Rue du Latium est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise SOTEM.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 16 Janvier 2015

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

20 JAN. 2015



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Avenue de Toulouse

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de raccordement du carrefour, à la demande de Régulation Trafic, ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **02 février 2015** et jusqu'au **31 mars 2015** inclus, l'Avenue de Toulouse, dans sa partie comprise entre le Chemin de Poutingon et la Place Flandres-Dunkerque est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la voie de droite est interdite à la circulation générale ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise SOTEM.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 16 Janvier 2015

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

20 JAN. 2015



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue de la Cour du Recteur

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'extention de réseau, à la demande de ERDF ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **26 janvier 2015** et jusqu'au **06 février 2015** inclus, la circulation est interdite Rue de la Cour du Recteur, partie comprise entre l'Avenue de Toulouse et la Rue e la Part Antique ;

Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur l'Avenue de Toulouse, emprunte :

- la Rue Pierre Galen
- la Rue de la Roubine de Lattes
- la Rue des Etangs
- la Rue du Cinquante Sixième Régiment d'Artillerie
- l'Avenue Lepic
- le Passage Soixante Quinze

et se termine sur la Rue de la Cour du Recteur.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de SOTEM.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 16 Janvier 2015

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

23 JAN. 2015



Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2015-T111

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation
Rue Aung San Suu Kyi
et Rue Elie Wiesel**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'aménagements de voirie à la demande de la SERM ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **21 janvier 2015** et jusqu'au **27 février 2015** inclus, la circulation est interdite Rue Aung San Suu Kyi, dans sa partie comprise entre la Rue Shirin Ebadi et la Rue Elie Wiesel.

Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue Aung San Suu Kyi, emprunte :

- l'Avenue Théroigne de Méricourt
- la Rue Wangari Maathai
- la Rue Elie Wiesel

et se termine sur la Rue Aung San Suu Kyi.

Article 3 :

À compter du **21 janvier 2015** et jusqu'au **27 février 2015** inclus le sens de circulation de la rue Elie Wiesel est inversé,

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 5 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise Razel Bec.

Article 6 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 7 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 16 janvier 2015

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

23 JAN. 2015



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue des Bouisses et Rue du Pont de Lavérune

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de raccordement des réseaux AEP et EU à la demande de Veolia ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **09 février 2015** et jusqu'au **20 février 2015** inclus, la Rue du Pont de Lavérune, dans sa partie comprise entre la Rue des Bouissettes et la Rue des Bouisses est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

À compter du **09 février 2015** et jusqu'au **20 février 2015** inclus, la Rue des Bouisses, dans sa partie comprise entre la Rue du Pont de Lavérune et l'Impasse des Bacchantes est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Veolia

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 16 janvier 2015

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

23 JAN. 2015



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Boulevard Paul Valéry

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux d'aménagement de voirie à la demande du Service Voirie de la Ville de Montpellier ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **22 janvier 2015** et jusqu'au **06 février 2015** inclus, le Boulevard Paul Valéry, dans sa partie comprise entre la Rue Ferdinand Barre et la Rue Gaston Bachelard est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise MALET.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 16 janvier 2015

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

23 JAN. 2015

A handwritten signature in blue ink is written over a circular official stamp. The stamp contains the text "MAIRIE de MONTPELLIER" and "(Hérault)".

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2015-T114

**Arrêté temporaire
Interdiction d'arrêt
Rue Joffre**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux à la demande de Eurovia ;

Arrête :

Article 1er :

Le **23 janvier 2015**, Rue Joffre sur les places de stationnement nécessaires aux emprises de travaux en face du chantier au niveau du N°5, l'arrêt et le stationnement sont interdits.
Le demandeur est chargé de maintenir le cheminement piéton et de matérialiser chacun des emplacements réservés par la mise en place de barrières temporaires
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 4 :


La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise Eurovia

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 16 janvier 2015

Monsieur l' Adjoint délégué



Luc ALBERNHE

Publié le : 20 JAN, 2015

Délégation de signature.
**Remplacement de Madame Brigitte ROUSSEL-
GALIANA , Adjointe au Maire, par Monsieur Luc
ALBERNHE du 22 janvier au 8 février 2015.**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L 2122-18, L 2122-18-1, L 2122-21, L 2122-22 et L 2122-23 ;
- Vu le Code des Marchés Publics ;
- Vu la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté consenti par Monsieur le Maire donnant délégation à Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, 20^{ème} Adjointe, déléguée à l'Economie ;
- Vu le décret n°2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 Décembre 2014 portant création à compter du 1er janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;
- Considérant que Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, 20^{ème} Adjointe, délégué à l'Economie, est absente du 22 janvier au 8 février 2015;

Arrête :

Article 1^{er} :

Monsieur Luc ALBERNHE, 19^{ème} Adjoint au Maire, Officier d'état civil, reçoit délégation de signature à l'Economie du 22 janvier au 8 février 2015, comprenant :

- l'Occupation commerciale du domaine public (conventions d'occupation, halles et marchés, terrasses ...)
- le Tourisme,
- les Affaires Economiques (autorisations, ouvertures et fermetures tardives et dominicales, transfert de tabac, taxis...)
- l'Animation et aux Manifestations commerciales,
- l'Emploi et l'insertion par l'économie,
- le Développement économique,
- le E-commerce.

Monsieur Luc ALBERNHE reçoit ces délégations, tant pour l'exercice des compétences propres de la commune, que pour celles exécutées pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 2 :

La délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, 19^{ème} Adjoint au Maire, inclut notamment, dans les domaines de compétences tels que définis par l'article 1^{er}, la signature de tous les actes relatifs aux procédures de passation et d'exécution de toutes les catégories de marchés publics

Néanmoins, et toujours dans le domaine précisé à l'article 1^{er}, la délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE n'inclut pas l'ouverture des enveloppes de marchés publics et l'enregistrement de leur contenu, tel que prévu par les articles 58, 61, 65 et 67 du code des marchés publics, qu'en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Max LEVITA, 2^{ème} Adjoint au Maire, lequel dispose d'une compétence générale pour cette procédure.

Article 3 :

La délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE inclut notamment la signature de tous marchés, contrats, concession d'aménagement, délégation de service public, conventions, documents administratifs ainsi que l'engagement de toutes dépenses relevant des domaines précisés à l'article 1^{er}.

Article 4 :

Dans le domaine défini à l'article 1^{er}, Monsieur Luc ALBERNHE reçoit délégation de signature, pour les décisions prévues à l'article L 2122-22 du CGCT dans les conditions définies par la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014.

Article 5 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 19/01/2015

Monsieur le Maire



Publié le : 20/01/2015
Notifié le : 19/01/2015

1

Ville de
Montpellier



**Secrétariat
général - Service
de l'Assemblée**



Dossier suivi par : FIZE
Poste : 24184
Envoi Bordereau le : 19 janvier 2015

**BORDEREAU DE
NOTIFICATION**

Arrêté municipal n°2015/0032/T/R
du 19 janvier 2015

2

Elu :

Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA

Signature (obligatoire)

Brigitte ROUSSEL-GALIANA
Adjointe au Maire



3

**Retour Secrétariat
général - Service
de l'Assemblée**

Retourner le bordereau signé dans les
plus brefs délais Selon l'article L2131-1 du CGCT,
les actes pris par les autorités communales sont exécutoires
de plein droit à leur notification aux intéressés.

1

Ville de
Montpellier



**Secrétariat
général - Service
de l'Assemblée**



Dossier suivi par : FIZE
Poste : 24184
Envoi Bordereau le : 19 janvier 2015

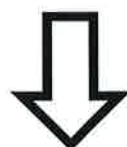
**BORDEREAU DE
NOTIFICATION**

Arrêté municipal n°2015/0032/T/R
du 19 janvier 2015

2

Elu :
Monsieur Luc ALBERNHE

Signature (obligatoire)



3

**Retour Secrétariat
général - Service
de l'Assemblée**

Retourner le bordereau signé dans les
plus brefs délais Selon l'article L2131-1 du CGCT,
les actes pris par les autorités communales sont exécutoires
de plein droit à leur notification aux intéressés.

Madame Khanthaly PHOUTTHASANG
Conseillère municipale déléguée
Abroge et remplace l'arrêté n° 2014/1816/T/R

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement l'article L 2122-18 ;
- Vu l'élection du Maire et Adjoints le 5 avril 2014 ;
- Vu la délibération n°2014/135 donnant délégation du Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Monsieur Fabien ABERT, Adjoint à la Jeunesse et au Sport ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Monsieur Gérard CASTRE, Adjoint à la démocratie de proximité et aux maisons pour tous ;
- Vu le décret n°2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 Décembre 2014 portant création à compter du 1er janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;

Arrête :

Article 1^{er} :

Madame Khanthaly PHOUTTHASANG, Conseillère Municipale, reçoit délégation :

- A la jeunesse et à la vie étudiante, auprès de Monsieur Fabien ABERT, Adjoint à la Jeunesse et au Sport,
- A la Maison de quartier Jean-Pierre CAILLENS, auprès de Monsieur Gérard CASTRE, Adjoint à la démocratie de proximité et aux maisons pour tous,
- A l'organisation du concours pour l'élection de Miss France.

Ces délégations n'emportent pas délégation de signature.

Madame Khanthaly PHOUTTHASANG, Conseillère Municipale, reçoit ces délégations, tant pour l'exercice des compétences propres de la commune, que pour celles exécutées pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 2 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté

Montpellier, le 19/01/2015

Monsieur le Maire



Philippe SAUREL

Publié le : 20/01/2015
Notifié le : 19/01/2015

1

Ville de
Montpellier



**Secrétariat
général - Service
de l'Assemblée**



Dossier suivi par : FIZE
Poste : 24184
Envoi Bordereau le : 19 janvier 2015

**BORDEREAU DE
NOTIFICATION**

Arrêté municipal n°2015/0046/T/R
du 19 janvier 2015

2

Elu :
Madame Khanthaly PHOUTTHASANG

Signature (obligatoire)



3

**Retour Secrétariat
général - Service
de l'Assemblée**

Retourner le bordereau signé dans les
plus brefs délais Selon l'article L2131-1 du CGCT,
les actes pris par les autorités communales sont exécutoires
de plein droit à leur notification aux intéressés.

Madame Sophia AYACHE
Conseillère municipale déléguée
Abroge et remplace l'arrêté n° 2014/4401/T/R

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement l'article L 2122-18 ;
- Vu l'élection du Maire et Adjoints le 5 avril 2014 ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Patricia MIRALLES, Adjointe à la Cohésion sociale ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Monsieur Gérard CASTRE, Adjoint à la Démocratie de proximité et aux Maisons pour tous ;
- Vu la délibération n°2014/135 donnant délégation du Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu le décret n° 2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;

Arrête :

Article 1^{er} :

Madame Sophia AYACHE, Conseillère Municipale, reçoit délégation :

- au Handicap, auprès de Madame Patricia MIRALLES, Adjointe à la Cohésion Sociale ;
- à la Maison pour tous Antoine de Saint-Exupéry, auprès de Monsieur Gérard CASTRE, Adjoint à la Démocratie de proximité et aux Maisons pour tous.

Ces délégations n'emportent pas délégation de signature.

Madame Sophia AYACHE reçoit ces délégations, tant pour l'exercice des compétences propres de la commune que pour celles exécutées pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 2 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 19 . 01 . 2015

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : 20 . 01 . 2015
Notifié le : 20 . 01 . 2015

1

Ville de
Montpellier



**Secrétariat
général - Service
de l'Assemblée**



Dossier suivi par : AZEMA
Poste : 24179
Envoi Bordereau le : 20 janvier 2015

**BORDEREAU DE
NOTIFICATION**

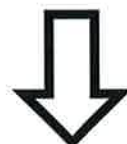
Arrêté municipal
N° 2015/0099/T/R
du 19 janvier 2015

2

Elu :

Madame Sophia AYACHE

Signature (obligatoire)



3

**Retour Secrétariat
général - Service
de l'Assemblée**

Retourner le bordereau signé
dans les plus brefs délais

Selon l'article L2131-1 du CGCT, les actes pris par les
autorités communales sont exécutoires de plein droit à leur
notification aux intéressés.

Madame Anne-Louise KNAPNOUGEL
Conseillère municipale déléguée
Abroge et remplace l'arrêté n° 2014/1464/T/R

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement l'article L 2122-18 ;
- Vu l'élection du Maire et Adjoints le 5 avril 2014 ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Monsieur Gérard CASTRE, Adjoint à la Démocratie de proximité et aux Maisons pour tous ;
- Vu la délibération n°2014/135 donnant délégation du Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu le décret n° 2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;

Arrête :

Article 1^{er} :

Madame Anne-Louise KNAPNOUGEL, Conseillère Municipale auprès de Monsieur Gérard CASTRE, Adjoint à la Démocratie de proximité et aux Maisons pour tous, reçoit délégation :

- aux Conseils consultatifs ;
- à la Maison pour tous Georges Brassens, auprès de Gérard CASTRE, Adjoint au Maire délégué à la Démocratie de proximité et aux Maisons pour Tous.

Ces délégations n'emportent pas délégation de signature.

Madame Anne-Louise KNAPNOUGEL reçoit ces délégations, tant pour l'exercice des compétences propres de la commune que pour celles exécutées pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 2 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 19.01.2015

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : 20.01.2015
Notifié le : 20.01.2015

1

Ville de
Montpellier



**Secrétariat
général - Service
de l'Assemblée**

Dossier suivi par : AZEMA
Poste : 24179
Envoi Bordereau le : 20 janvier 2015

**BORDEREAU DE
NOTIFICATION**

Arrêté municipal
N° 2015/0100/T/R
du 19 janvier 2015

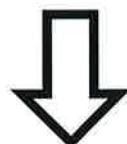


2

Elu :

Madame Anne-Louise KNAPNOUGEL

Signature (obligatoire)



3

**Retour Secrétariat
général - Service
de l'Assemblée**

Retourner le bordereau signé
dans les plus brefs délais

Selon l'article L2131-1 du CGCT, les actes pris par les
autorités communales sont exécutoires de plein droit à leur
notification aux intéressés.

Monsieur Henri MAILLET
Conseiller municipal délégué
Abroge et remplace l'arrêté n° 2014/1456/T/R

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement l'article L 2122-18 ;
- Vu l'élection du Maire et Adjoints le 5 avril 2014 ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Lorraine ACQUIER, Adjointe à l'Etat civil et aux Affaires militaires ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Monsieur Gérard CASTRE, Adjoint à la Démocratie de proximité et aux Maisons pour tous ;
- Vu la délibération n°2014/135 donnant délégation du Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu le décret n° 2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;

Arrête :

Article 1^{er} :

Monsieur Henri MAILLET, Conseiller Municipal, reçoit délégation :

- aux Commémorations, auprès de Madame Lorraine ACQUIER, Adjointe à l'Etat civil et aux Affaires militaires ;
- à la Maison pour tous George Sand, auprès de Monsieur Gérard CASTRE, Adjoint à la Démocratie de proximité et aux Maisons pour tous.

Ces délégations n'emportent pas délégation de signature.

Monsieur Henri MAILLET reçoit ces délégations, tant pour l'exercice des compétences propres de la commune que pour celles exécutées pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 2 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 19.01.2015

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : 20.01.2015

Notifié le : 20.01.2015

1

Ville de
Montpellier



**Secrétariat
général - Service
de l'Assemblée**

Dossier suivi par : AZEMA
Poste : 24179
Envoi Bordereau le : 20 janvier 2015

**BORDEREAU DE
NOTIFICATION**

Arrêté municipal
N° 2015/0101/T/R
du 19 janvier 2015

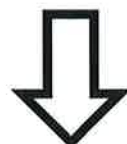


2

Elu :

Monsieur Henri MAILLET

Signature (obligatoire)



3

**Retour Secrétariat
général - Service
de l'Assemblée**

Retourner le bordereau signé
dans les plus brefs délais

Selon l'article L2131-1 du CGCT, les actes pris par les
autorités communales sont exécutoires de plein droit à leur
notification aux intéressés.

Madame Nicole LIZA
Conseillère municipale déléguée
Abroge et remplace l'arrêté n° 2014/2119/T/R

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement l'article L 2122-18 ;
- Vu l'élection du Maire et Adjoints le 5 avril 2014 ;
- Vu la délibération n°2014/135 donnant délégation du Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu le décret n° 2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;

Arrête :

Article 1^{er} :

Madame Nicole LIZA, Conseillère Municipale, reçoit délégation :

- aux Archives, auprès de l'Adjoint délégué à la Culture ;
- aux Droits des femmes, auprès de Madame Patricia MIRALLES, Adjointe déléguée au Social ;
- à la Maison pour tous Boris Vian, auprès de Monsieur Gérard CASTRE, Adjoint délégué à la Démocratie de proximité et aux Maisons pour tous.

Ces délégations n'emportent pas délégation de signature.

Madame Nicole LIZA reçoit ces délégations, tant pour l'exercice des compétences propres de la commune, que pour celles exécutées pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 2 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 19 . 01 . 2015

Monsieur le Maire


Philippe SAUREL

Publié le : 20 . 01 . 2015
Notifié le : 20 . 01 . 2015

1

Ville de
Montpellier



**Secrétariat
général - Service
de l'Assemblée**

Dossier suivi par : AZEMA
Poste : 24179
Envoi Bordereau le : 20 janvier 2015

**BORDEREAU DE
NOTIFICATION**

Arrêté municipal
N° 2015/0105/T/R
du 19 janvier 2015



2

Elu :

Madame Nicole LIZA

Signature (obligatoire)



3

**Retour Secrétariat
général - Service
de l'Assemblée**

Retourner le bordereau signé
dans les plus brefs délais

Selon l'article L2131-1 du CGCT, les actes pris par les
autorités communales sont exécutoires de plein droit à leur
notification aux intéressés.

Monsieur Henri de VERBIZIER
Conseiller municipal délégué
Abroge et remplace l'arrêté 2014/1366/T/R

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement l'article L 2122-18 ;
- Vu l'élection du Maire et des Adjoints le 5 avril 2014 ;
- Vu le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 ;
- Vu la délibération n°2014/135 du 24 avril 2014 donnant délégation du Conseil municipal à Monsieur le Maire;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Adjoint aux Finances ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Monsieur Gérard CASTRE, Adjoint à la démocratie de proximité et aux maisons pour tous;
- Vu le décret n°2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 Décembre 2014 portant création à compter du 1er janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;

Arrête :

Article 1^{er} :

Monsieur Henri de VERBIZIER, Conseiller Municipal reçoit délégation :

- Aux Commissions et Sous-commissions Départementales de Sécurité et d'Accessibilité prévues par le décret n°95-260 du 8 mars 1995, auprès de Monsieur Max LEVITA, Adjoint aux Finances ;
- A la Maison pour Tous Marie CURIE, auprès de Monsieur Gérard CASTRE, Adjoint à la démocratie de proximité et aux maisons pour tous;

Cette délégation n'emporte pas délégation de signature.

Monsieur Henri de VERBIZIER, Conseiller Municipal reçoit ces délégations, tant pour l'exercice des compétences propres de la commune, que pour celles exécutées pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 2 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 19/01/2015

Monsieur le Maire



Publié le : 20/01/2015
Notifié le : 19/01/2015

1

Ville de
Montpellier



**Secrétariat
général - Service
de l'Assemblée**



Dossier suivi par : FIZE
Poste : 24184
Envoi Bordereau le : 19 janvier 2015

**BORDEREAU DE
NOTIFICATION**

Arrêté municipal n°2015/0106/T/R
du 19 janvier 2015

2

Elu :
Monsieur Henri de VERBIZIER

Signature (obligatoire)

22/1/2015



3

**Retour Secrétariat
général - Service
de l'Assemblée**

Retourner le bordereau signé dans les
plus brefs délais Selon l'article L2131-1 du CGCT,
les actes pris par les autorités communales sont exécutoires
de plein droit à leur notification aux intéressés.

Monsieur Vincent HALUSKA
Conseiller municipal délégué
Abroge et remplace l'arrêté n° 2014/1461/T/R

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement l'article L 2122-18 ;
- Vu l'élection du Maire et Adjoints le 5 avril 2014 ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Monsieur Abdi EL KANDOUSSI, Adjoint au Personnel ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Gérard CASTRE, Adjoint aux Maisons pour tous ;
- Vu la délibération n°2014/135 donnant délégation du Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu le décret n° 2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;

Arrête :

Article 1^{er} :

Monsieur Vincent HALUSKA, Conseiller Municipal, reçoit délégation :

- A la Formation, auprès de Monsieur Abdi EL KANDOUSSI, Adjoint délégué au Personnel ;
- A la Maison pour tous Fanfonne Guillierme, auprès de Monsieur Gérard CASTRE, Adjoint délégué aux Maisons pour tous.

Ces délégations n'emportent pas délégation de signature.

Monsieur Vincent HALUSKA reçoit ces délégations, tant pour l'exercice des compétences propres de la commune que pour celles exécutées pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 2 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 19.01.2015

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : 20.01.2015
Notifié le : 20.01.2015

1

Ville de
Montpellier



**Secrétariat
général - Service
de l'Assemblée**

Dossier suivi par : AZEMA
Poste : 24179
Envoi Bordereau le : 20 janvier 2015

**BORDEREAU DE
NOTIFICATION**

Arrêté municipal
N° 2015/0109/T/R
du 19 janvier 2015

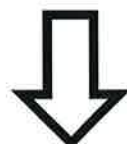


2

Elu :

Monsieur Vincent HALUSKA

Signature (obligatoire)



3

**Retour Secrétariat
général - Service
de l'Assemblée**

Retourner le bordereau signé
dans les plus brefs délais

Selon l'article L2131-1 du CGCT, les actes pris par les
autorités communales sont exécutoires de plein droit à leur
notification aux intéressés.

Madame Valérie BARTHAS-ORSAL
Conseillère municipale déléguée
Abroge et remplace l'arrêté n°2014/3133/T/R

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement l'article L 2122-18 ;
- Vu l'élection du Maire et Adjoints le 5 avril 2014 ;
- Vu la délibération n°2014/135 donnant délégation du Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Marie-Hélène SANTARELLI, Adjointe à la Sécurité ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Monsieur Gérard CASTRE, Adjoint à la démocratie de proximité et aux maisons pour tous;
- Vu le décret n°2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 Décembre 2014 portant création à compter du 1er janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;

Arrête :

Article 1^{er} :

Madame Valérie BARTHAS-ORSAL, Conseillère Municipale, reçoit délégation :

- A l'Animal en ville, auprès de Madame Marie-Hélène SANTARELLI, Adjointe à la Sécurité,
- A la Maison pour tous Melina MERCOURI, auprès de Monsieur Gérard CASTRE, Adjoint à la démocratie de proximité et aux maisons pour tous;
- Aux Fêtes de la Saint-Roch.

Ces délégations n'emportent pas délégation de signature.

Madame Valérie BARTHAS-ORSAL, Conseillère Municipale, reçoit ces délégations, tant pour l'exercice des compétences propres de la commune, que pour celles exécutées pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 2 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 19/01/2015

Monsieur le Maire



Philippe SAUREL

Publié le : 20/01/2015
Notifié le : 19/01/2015

1

Ville de
Montpellier



**Secrétariat
général - Service
de l'Assemblée**



Dossier suivi par : FIZE
Poste : 24184
Envoi Bordereau le : 19 janvier 2015

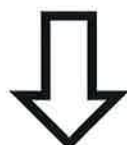
**BORDEREAU DE
NOTIFICATION**

Arrêté municipal n°2015/0110/T/R
du 19 janvier 2015

2

Elu :
Madame Valérie BARTHAS-ORSAL

Signature (obligatoire)



3

**Retour Secrétariat
général - Service
de l'Assemblée**

Retourner le bordereau signé dans les
plus brefs délais Selon l'article L2131-1 du CGCT,
les actes pris par les autorités communales sont exécutoires
de plein droit à leur notification aux intéressés.

Madame Dominique MARTIN-PRIVAT
Conseillère municipale déléguée
Abroge et remplace l'arrêté n° 2014/3132/T/R

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement l'article L 2122-18 ;
- Vu l'élection du Maire et Adjoints le 5 avril 2014 ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Adjointe à l'Economie ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Gérard CASTRE, Adjoint à la Démocratie de proximité et aux Maisons pour tous ;
- Vu la délibération n° 2014/135 donnant délégation du Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu le décret n° 2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;

Arrête :

Article 1^{er} :

Madame Dominique MARTIN-PRIVAT, Conseillère Municipale, reçoit délégation :

- à l'Animation commerciale, auprès de Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Adjointe déléguée à l'Economie ;
- aux Feux d'artifice ;
- à la Maison pour tous Albert Camus, auprès de Monsieur Gérard CASTRE, Adjoint délégué à la Démocratie de proximité et aux Maisons pour tous ;

Cette délégation n'emporte pas délégation de signature.

Madame Dominique MARTIN-PRIVAT reçoit ces délégations, tant pour l'exercice des compétences propres de la commune que pour celles exécutées pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 2 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 19. 01. 2015

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : 20. 01. 2015
Notifié le : 20. 01. 2015

1

Ville de
Montpellier

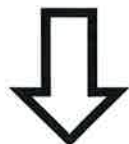


**Secrétariat
général - Service
de l'Assemblée**

Dossier suivi par : AZEMA
Poste : 24179
Envoi Bordereau le : 20 janvier 2015

**BORDEREAU DE
NOTIFICATION**

Arrêté municipal
N° 2015/0111/T/R
du 19 janvier 2015

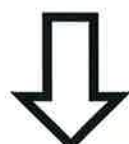


2

Elu :

Madame Dominique MARTIN-PRIVAT

Signature (obligatoire)



3

**Retour Secrétariat
général - Service
de l'Assemblée**

Retourner le bordereau signé
dans les plus brefs délais

Selon l'article L2131-1 du CGCT, les actes pris par les
autorités communales sont exécutoires de plein droit à leur
notification aux intéressés.

Madame Michèle DRAY-FITOUSSI
Conseillère municipale déléguée
Abroge et remplace l'arrêté n°2014/1459/T/R

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement l'article L 2122-18 ;
- Vu l'élection du Maire et Adjoints le 5 avril 2014 ;
- Vu la délibération n°2014/135 donnant délégation du Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe à l'Education ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Monsieur Gérard CASTRE, Adjoint à la démocratie de proximité et aux maisons pour tous ;
- Vu le décret n°2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 Décembre 2014 portant création à compter du 1er janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;

Arrête :

Article 1^{er} :

Madame Michèle DRAY-FITOUSSI, Conseillère Municipale, reçoit délégation :

- A la restauration scolaire, auprès de Madame Isabelle MARSALA, Adjointe à l'Education ;
- A la Maison pour tous Frédéric CHOPIN, auprès de Monsieur Gérard CASTRE, Adjoint à la démocratie de proximité et aux maisons pour tous ;

Ces délégations n'emportent pas délégation de signature.

Madame Michèle DRAY-FITOUSSI, Conseillère Municipale, reçoit ces délégations, tant pour l'exercice des compétences propres de la commune, que pour celles exécutées pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 2 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 13/01/2015

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : 20/01/2015
Notifié le : 19/01/2015



1

Ville de
Montpellier



**Secrétariat
général - Service
de l'Assemblée**



Dossier suivi par : FIZE
Poste : 24184
Envoi Bordereau le : 19 janvier 2015

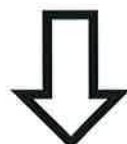
**BORDEREAU DE
NOTIFICATION**

Arrêté municipal n°2015/0112/T/R
du 19 janvier 2015

2

Elu :
Madame Michèle DRAY-FITOUSSI

Signature (obligatoire)



3

**Retour Secrétariat
général - Service
de l'Assemblée**

Retourner le bordereau signé dans les
plus brefs délais Selon l'article L2131-1 du CGCT,
les actes pris par les autorités communales sont exécutoires
de plein droit à leur notification aux intéressés.

Monsieur Robert COTTE
Conseiller municipal délégué
Abroge et remplace l'arrêté n° 2014/1471/T/R

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement l'article L 2122-18 ;
- Vu l'élection du Maire et Adjoints le 5 avril 2014 ;
- Vu la délibération n°2014/135 donnant délégation du Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu le décret n°2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 Décembre 2014 portant création à compter du 1er janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;

Arrête :

Article 1^{er} :

Monsieur Robert COTTE, Conseiller Municipal, reçoit délégation :

- Aux jumelages, auprès de Monsieur le Maire, dont relève la délégation à l'Action internationale.

Cette délégation n'emporte pas délégation de signature.

Monsieur Robert COTTE, Conseiller Municipal, reçoit cette délégation, tant pour l'exercice des compétences propres de la commune, que pour celles exécutées pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 2 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 19/01/2015

Monsieur le Maire


Philippe SAUREL

Publié le : 20/01/2015
Notifié le : 19/01/2015

1

Ville de
Montpellier



**Secrétariat
général - Service
de l'Assemblée**



Dossier suivi par : FIZE
Poste : 24184
Envoi Bordereau le : 19 janvier 2015

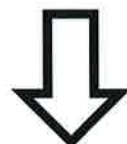
**BORDEREAU DE
NOTIFICATION**

Arrêté municipal n°2015/0113/T/R
du 19 janvier 2015

2

Elu :
Monsieur Robert COTTE

Signature (obligatoire)



3

**Retour Secrétariat
général - Service
de l'Assemblée**

Retourner le bordereau signé dans les
plus brefs délais Selon l'article L2131-1 du CGCT,
les actes pris par les autorités communales sont exécutoires
de plein droit à leur notification aux intéressés.

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

Arrêté n° 2015/0114/T/R

Monsieur Rémi ASSIE
Conseiller municipal délégué
Abroge et remplace l'arrêté n° 2014/1468/T/R

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement l'article L 2122-18 ;
- Vu l'élection du Maire et Adjoint le 5 avril 2014 ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint délégué à Montpellier au quotidien ;
- Vu la délibération n°2014/135 donnant délégation du Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu le décret n° 2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;

Arrête :

Article 1^{er} :

Monsieur Rémi ASSIE, Conseiller Municipal, reçoit délégation :

- à la Propreté, auprès de Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire délégué à Montpellier au quotidien.

Cette délégation n'emporte pas délégation de signature.

Monsieur Rémi ASSIE reçoit cette délégation, tant pour l'exercice des compétences propres de la commune que pour celles exécutées pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 2 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 19 . 01 . 2015

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : 20 . 01 . 2015
Notifié le : 20 . 01 . 2015

1

Ville de
Montpellier



**Secrétariat
général - Service
de l'Assemblée**

Dossier suivi par : AZEMA
Poste : 24179
Envoi Bordereau le : 20 janvier 2015

**BORDEREAU DE
NOTIFICATION**

Arrêté municipal
N° 2015/0114/T/R
du 19 janvier 2015



2

Elu :
Monsieur Rémi ASSIE

Signature (obligatoire)



3

**Retour Secrétariat
général - Service
de l'Assemblée**

Retourner le bordereau signé
dans les plus brefs délais

Selon l'article L2131-1 du CGCT, les actes pris par les
autorités communales sont exécutoires de plein droit à leur
notification aux intéressés.

Madame Samira SALOMON
Conseillère municipale déléguée
Abroge et remplace l'arrêté n° 2014/1452/T/R

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement l'article L 2122-18 ;
- Vu l'élection du Maire et Adjoints le 5 avril 2014 ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Stéphanie JANNIN, Adjointe à l'Urbanisme et à l'aménagement durable;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Monsieur Gérard CASTRE, Adjoint à la Démocratie de proximité et aux Maisons pour tous ;
- Vu la délibération n°2014/135 donnant délégation du Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu le décret n° 2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;

Arrête :

Article 1^{er} :

Madame Samira SALOMON, Conseillère Municipale, reçoit délégation :

- au Logement, auprès de Madame Stéphanie JANNIN, Adjointe déléguée à l'Urbanisme et à l'Aménagement durable ;
- à la Maison pour tous Rosa Lee Parks, auprès de Monsieur Gérard CASTRE, Adjoint délégué à la Démocratie de proximité et aux Maisons pour tous.

Ces délégations n'emportent pas délégation de signature.

Madame Samira SALOMON reçoit ces délégations, tant pour l'exercice des compétences propres de la commune que pour celles exécutées pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 2 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 19 . 01 . 2015

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : 20 . 01 . 2015

Notifié le : 20 . 01 . 2015

1

Ville de
Montpellier

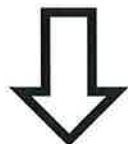


**Secrétariat
général - Service
de l'Assemblée**

Dossier suivi par : AZEMA
Poste : 24179
Envoi Bordereau le : 20 janvier 2015

**BORDEREAU DE
NOTIFICATION**

Arrêté municipal
N° 2015/0115/T/R
du 19 janvier 2015



2

Elu :

Madame Samira SALOMON

Signature (obligatoire)



3

**Retour Secrétariat
général - Service
de l'Assemblée**

Retourner le bordereau signé
dans les plus brefs délais

Selon l'article L2131-1 du CGCT, les actes pris par les
autorités communales sont exécutoires de plein droit à leur
notification aux intéressés.

Monsieur Patrick RIVAS
Conseiller municipal délégué
Abroge et remplace l'arrêté n° 2014/1458/T/R

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement l'article L 2122-18 ;
- Vu l'élection du Maire et Adjoints le 5 avril 2014 ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe à l'Education ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à M. Gérard CASTRE, Adjoint à la Démocratie de proximité et aux Maisons pour tous ;
- Vu la délibération n°2014/135 donnant délégation du Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu le décret n° 2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;

Arrête :

Article 1^{er} :

Monsieur Patrick RIVAS, Conseiller Municipal, reçoit délégation :

- au Patrimoine scolaire, auprès de Madame Isabelle MARSALA, Adjointe déléguée à l'Education ;
- à la Maison pour tous Albert Dubout, auprès de Monsieur Gérard CASTRE, Adjoint délégué à la Démocratie de Proximité et aux Maisons pour tous.

Ces délégations n'emportent pas délégation de signature.

Monsieur Patrick RIVAS reçoit ces délégations, tant pour l'exercice des compétences propres de la commune que pour celles exécutées pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 2 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 19 . 01 . 2015

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : 20 . 01 . 2015
Notifié le : 20 . 01 . 2015

1

Ville de
Montpellier

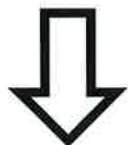


**Secrétariat
général - Service
de l'Assemblée**

Dossier suivi par : AZEMA
Poste : 24179
Envoi Bordereau le : 20 janvier 2015

**BORDEREAU DE
NOTIFICATION**

Arrêté municipal
N° 2015/0116/T/R
du 19 janvier 2015

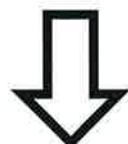


2

Elu :

Monsieur Patrick RIVAS

Signature (obligatoire)



3

**Retour Secrétariat
général - Service
de l'Assemblée**

Retourner le bordereau signé
dans les plus brefs délais

Selon l'article L2131-1 du CGCT, les actes pris par les
autorités communales sont exécutoires de plein droit à leur
notification aux intéressés.

Madame Caroline NAVARRE
Conseillère municipale déléguée
Abroge et remplace l'arrêté n°2014/1712/T/R

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement l'article L 2122-18 ;
- Vu l'élection du Maire et Adjoint le 5 avril 2014 ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Monsieur Adbi EL KANDOUSSI, Adjoint au Personnel ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Marie-Hélène SANTARELLi, Adjointe à la Sécurité ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Monsieur Gérard CASTRE, Adjoint à la Démocratie de proximité et aux Maisons pour tous ;
- Vu la délibération n°2014/135 donnant délégation du Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu le décret n° 2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;

Arrête :

Article 1^{er} :

Madame Caroline NAVARRE, Conseillère Municipale, reçoit délégation :

- à la Prévention, auprès de Monsieur Abdi EL KANDOUSSI, Adjoint délégué au Personnel ;
- à la Santé publique, auprès de Madame Marie-Hélène SANTARELLi, Adjointe déléguée à la Sécurité ;
- à la Maison pour tous Paul-Emile Victor et à la Maison de quartier Jean-Pierre Chabrol, auprès de Monsieur Gérard CASTRE, Adjoint délégué à la Démocratie de proximité et aux Maisons pour tous.

Ces délégations n'emportent pas délégation de signature.

Madame Caroline NAVARRE reçoit ces délégations, tant pour l'exercice des compétences propres de la commune que pour celles exécutées pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 2 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté

Montpellier, le 19.01.2015

Monsieur le Maire


Philippe SAUREL

Publié le : 20.01.2015

Notifié le : 20.01.2015

Monsieur Jérémie MALEK
Conseiller municipal délégué
Abroge et remplace l'arrêté n° 2014/2118/T/R

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement l'article L 2122-18 ;
- Vu l'élection du Maire et Adjoints le 5 avril 2014 ;
- Vu la délibération n°2014/135 donnant délégation du Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Stéphanie JANNIN, Adjointe à l'Urbanisme et à l'aménagement durable;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Patricia MIRALLES, Adjointe au Social;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Monsieur Gérard CASTRE, Adjoint à la démocratie de proximité et aux maisons pour tous;
- Vu le décret n°2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 Décembre 2014 portant création à compter du 1er janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;

Arrête :

Article 1^{er} :

Monsieur Jérémie MALEK, Conseiller Municipal, reçoit délégation :

- Au Plan Local de Déplacement, auprès de Madame Stéphanie JANNIN ; Adjointe à l'Urbanisme et à l'aménagement durable,
- A la lutte contre les discriminations, auprès de Madame Patricia MIRALLES, Adjointe au Social ;
- A la Maison pour tous VOLTAIRE, auprès de Monsieur Gérard CASTRE, Adjoint à la démocratie de proximité et aux maisons pour tous.

Ces délégations n'emportent pas délégation de signature.

Monsieur Jérémie MALEK, Conseiller Municipal, reçoit ces délégations, tant pour l'exercice des compétences propres de la commune, que pour celles exécutées pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 2 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 19/01/2015

Monsieur le Maire



Philippe SAUREL

Publié le : 20/01/2015
Notifié le : 19/01/2015

1

Ville de
Montpellier



**Secrétariat
général - Service
de l'Assemblée**



Dossier suivi par : FIZE
Poste : 24184
Envoi Bordereau le : 19 janvier 2015

**BORDEREAU DE
NOTIFICATION**

Arrêté municipal n°2015/0118/T/R
du 19 janvier 2015

2

Elu :

Monsieur Jérémie MALEK

Signature (obligatoire)



3

**Retour Secrétariat
général - Service
de l'Assemblée**

Retourner le bordereau signé dans les
plus brefs délais Selon l'article L2131-1 du CGCT,
les actes pris par les autorités communales sont exécutoires
de plein droit à leur notification aux intéressés.

Monsieur Jean-Marc DI RUGGIERO
Conseiller municipal délégué
Abroge et remplace l'arrêté 2014/1457/T/R

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement l'article L 2122-18 ;
- Vu l'élection du Maire et Adjoints le 5 avril 2014 ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Lorraine ACQUIER, Adjointe à l'Etat civil et aux Affaires militaires ;
- Vu la délibération n°2014/135 donnant délégation du Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu le décret n° 2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;

Arrête :

Article 1^{er} :

Monsieur Jean-Marc DI RUGGIERO, Conseiller Municipal, reçoit délégation :

- aux Elections, après de Madame Lorraine ACQUIER, Adjointe à l'Etat civil et aux Affaires militaires,.

Cette délégation n'emporte pas délégation de signature.

Monsieur Jean-Marc DI RUGGIERO reçoit ces délégations, tant pour l'exercice des compétences propres de la commune que pour celles exécutées pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 2 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 19. 01. 2015

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : 20. 01. 2015

Notifié le : 20. 01. 2015

1

Ville de
Montpellier



**Secrétariat
général - Service
de l'Assemblée**

Dossier suivi par : AZEMA
Poste : 24179
Envoi Bordereau le : 20 janvier 2015

**BORDEREAU DE
NOTIFICATION**

Arrêté municipal
N° 2015/0119/T/R
du 19 janvier 2015



2

Elu :

Monsieur Jean-Marc DI RUGGIERO

Signature (obligatoire)



3

**Retour Secrétariat
général - Service
de l'Assemblée**

Retourner le bordereau signé
dans les plus brefs délais

Selon l'article L2131-1 du CGCT, les actes pris par les
autorités communales sont exécutoires de plein droit à leur
notification aux intéressés.

Monsieur Guy BARRAL
Conseiller municipal délégué
Abroge et remplace l'arrêté n° 2014/1460/T/R

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement l'article L 2122-18 ;
- Vu l'élection du Maire et Adjoints le 5 avril 2014 ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe à l'Education ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Monsieur Gérard CASTRE, Adjoint à la Démocratie de proximité et aux Maisons pour Tous ;
- Vu la délibération n°2014/135 donnant délégation du Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu le décret n° 2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;

Arrête :

Article 1^{er} :

Monsieur Guy BARRAL, Conseiller Municipal reçoit délégation :

- à l'Enseignement de l'Occitan, auprès de Madame Isabelle MARSALA, Adjointe au Maire déléguée à l'Education, ;
- à la Culture occitane,
- à la Maison pour tous Albertine Sarrazin, auprès de Monsieur Gérard CASTRE, Adjoint au Maire délégué à la Démocratie de proximité et aux Maisons pour tous.

Ces délégations n'emportent pas délégation de signature.

Monsieur Guy BARRAL reçoit ces délégations, tant pour l'exercice des compétences propres de la commune que pour celles exécutées pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 2 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 19 . 01 . 2015

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : 20 . 01 . 2015
Notifié le : 20 . 01 . 2015

1

Ville de
Montpellier



**Secrétariat
général - Service
de l'Assemblée**

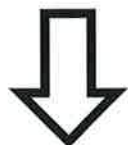
Dossier suivi par : AZEMA

Poste : 24179

Envoi Bordereau le : 20 janvier 2015

**BORDEREAU DE
NOTIFICATION**

Arrêté municipal
N° 2015/0120/T/R
du 19 janvier 2015

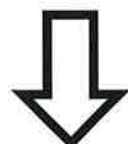


2

Elu :

Monsieur Guy BARRAL

Signature (obligatoire)



3

**Retour Secrétariat
général - Service
de l'Assemblée**

Retourner le bordereau signé
dans les plus brefs délais

Selon l'article L2131-1 du CGCT, les actes pris par les
autorités communales sont exécutoires de plein droit à leur
notification aux intéressés.

Madame Sonia KERANGUEVEN
Conseillère municipale déléguée
Abroge et remplace l'arrêté n° 2014/2120/T/R

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement l'article L 2122-18 ;
- Vu l'élection du Maire et Adjoints le 5 avril 2014 ;
- Vu la délibération n°2014/135 donnant délégation du Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu le décret n°2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 Décembre 2014 portant création à compter du 1er janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;

Arrête :

Article 1^{er} :

Madame Sonia KERANGUEVEN, Conseillère Municipale, reçoit délégation, auprès de l'Adjoint délégué à la Culture:

- A l'Innovation numérique,
- Au Musée d'Art Contemporain.

Ces délégations n'emportent pas délégation de signature.

Madame Sonia KERANGUEVEN, Conseillère Municipale, reçoit ces délégations, tant pour l'exercice des compétences propres de la commune, que pour celles exécutées pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 2 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 19/01/2015

Monsieur le Maire


Philippe SAUREL

Publié le : 20/01/2015
Notifié le : 19/01/2015

1

Ville de
Montpellier



**Secrétariat
général - Service
de l'Assemblée**



Dossier suivi par : FIZE
Poste : 24184
Envoi Bordereau le : 19 janvier 2015

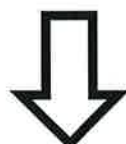
**BORDEREAU DE
NOTIFICATION**

Arrêté municipal n°2015/0121/T/R
du 19 janvier 2015

2

Elu :
Madame Sonia KERANGUEVEN

Signature (obligatoire)



3

**Retour Secrétariat
général - Service
de l'Assemblée**

Retourner le bordereau signé dans les
plus brefs délais Selon l'article L2131-1 du CGCT,
les actes pris par les autorités communales sont exécutoires
de plein droit à leur notification aux intéressés.

Monsieur Rabii YOUSSEUS
Conseiller municipal délégué
Abroge et remplace l'arrêté n° 2014/1469/T/R

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement l'article L 2122-18 ;
- Vu l'élection du Maire et Adjoints le 5 avril 2014 ;
- Vu la délibération n°2014/135 donnant délégation du Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire délégué à Montpellier au quotidien ;
- Vu le décret n°2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 Décembre 2014 portant création à compter du 1er janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;

Arrête :

Article 1^{er} :

Monsieur Rabii YOUSSEUS, Conseiller Municipal, reçoit délégation :

- A la coordination des travaux, auprès de Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire délégué à Montpellier au quotidien,.

Cette délégation n'emporte pas délégation de signature.

Monsieur Rabii YOUSSEUS, Conseiller Municipal, reçoit ces délégations, tant pour l'exercice des compétences propres de la commune, que pour celles exécutées pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 2 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 13/01/2015

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : 20/01/2015
Notifié le : 12/01/2015

Monsieur Jean-Luc COUSQUER
Conseiller municipal délégué
Agroge et remplace l'arrêté n°2014/1453/T/R

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement l'article L 2122-18 ;
- Vu l'élection du Maire et Adjoints le 5 avril 2014 ;
- Vu la délibération n°2014/135 donnant délégation du Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Adjointe au Maire délégué à l'Economie ;
- Vu le décret n°2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 Décembre 2014 portant création à compter du 1er janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;

Arrête :

Article 1^{er} :

Monsieur Jean-Luc COUSQUER, Conseiller Municipal, reçoit délégation:

- Au Tourisme, auprès de Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Adjointe au Maire délégué à l'Economie.

Cette délégation n'emporte pas délégation de signature.

Monsieur Jean-Luc COUSQUER, Conseiller Municipal, reçoit cette délégation, tant pour l'exercice des compétences propres de la commune, que pour celles exécutées pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 2 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le **19/01/2015**

Monsieur le Maire



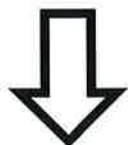
Publié le : **20/01/2015**
Notifié le : **19/01/2015**

1

Ville de
Montpellier



**Secrétariat
général - Service
de l'Assemblée**



Dossier suivi par : FIZE
Poste : 24184
Envoi Bordereau le : 19 janvier 2015

**BORDEREAU DE
NOTIFICATION**

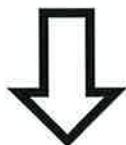
Arrêté municipal n°2015/0123/T/R
du 19 janvier 2015

2

Elu :

Monsieur Jean-Luc COUSQUER

Signature (obligatoire)



3

**Retour Secrétariat
général - Service
de l'Assemblée**

Retourner le bordereau signé dans les
plus brefs délais Selon l'article L2131-1 du CGCT,
les actes pris par les autorités communales sont exécutoires
de plein droit à leur notification aux intéressés.

Monsieur Bernard TRAVIER
Conseiller municipal délégué
Abroge et remplace l'arrêté n° 2014/1432/T/R

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement l'article L 2122-18 ;
- Vu l'élection du Maire et des Adjointes le 5 avril 2014 ;
- Vu la délibération n°2014/135 donnant délégation du Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire délégué aux Finances ;
- Vu le décret n°2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 Décembre 2014 portant création à compter du 1er janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;

Arrête :

Article 1^{er} :

Monsieur Bernard TRAVIER, Conseiller Municipal, reçoit délégation :

- A l'évaluation des politiques publiques, auprès de Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire délégué aux Finances.

Cette délégation n'emporte pas délégation de signature.

Monsieur Bernard TRAVIER, Conseiller Municipal, reçoit cette délégation, tant pour l'exercice des compétences propres de la commune, que pour celles exécutées pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 2 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 19/01/2015

Monsieur le Maire



Philippe SAUREL

Publié le : 20/01/2015
Notifié le : 19/01/2015

Madame Maud BODKIN
Conseillère municipale déléguée
Abroge et remplace l'arrêté n° 2014/1463/T/R

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement l'article L 2122-18 ;
- Vu l'élection du Maire et Adjoints le 5 avril 2014 ;
- Vu la délibération n°2014/135 donnant délégation du Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Monsieur Gérard CASTRE, Adjoint au Maire délégué à la Démocratie de proximité et aux Maisons pour tous ;
- Vu le décret n°2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 Décembre 2014 portant création à compter du 1er janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;

Arrête :

Article 1^{er} :

Madame Maud BODKIN, Conseillère Municipale, reçoit délégation :

- A la Démocratie participative, auprès de Monsieur Gérard CASTRE, Adjoint au Maire délégué à la Démocratie de proximité et aux Maisons pour tous, ;
- A la Maison pour tous Marcel PAGNOL, auprès de Monsieur Gérard CASTRE, Adjoint au Maire délégué à la Démocratie de proximité et aux Maisons pour tous, ;

Ces délégations n'emportent pas délégation de signature.

Madame Maud BODKIN, Conseillère Municipale, reçoit ces délégations, tant pour l'exercice des compétences propres de la commune, que pour celles exécutées pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 2 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 12/01/2015

Monsieur le Maire



Publié le : 20/01/2015
Notifié le : 12/01/2015

1

Ville de
Montpellier



**Secrétariat
général - Service
de l'Assemblée**



Dossier suivi par : FIZE
Poste : 24184
Envoi Bordereau le : 19 janvier 2015

**BORDEREAU DE
NOTIFICATION**

Arrêté municipal n°2015/0125/T/R
du 19 janvier 2015

2

Elu :
Madame Maud BODKIN

Signature (obligatoire)



3

**Retour Secrétariat
général - Service
de l'Assemblée**

Retourner le bordereau signé dans les
plus brefs délais Selon l'article L2131-1 du CGCT,
les actes pris par les autorités communales sont exécutoires
de plein droit à leur notification aux intéressés.

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Aung San Suu Kyi

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté 2011/NT/R/DGU-T6792 du 12 décembre 2011 ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT que la nature des travaux impose une modification de la circulation ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du 19 janvier 2015, l'arrêté 2011/NT/R/DGU-T6792 du 12 décembre 2011 est abrogé.

Article 2 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 19 janvier 2015

Monsieur l' Adjoint délégué

23 JAN. 2015

Publié le :

Luc ALBERNHE



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Voies diverses

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement de travaux à la demande de la société SOGETREL ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **21 janvier 2015** et jusqu'au **30 janvier 2015** inclus, Place du Millénaire, le stationnement est interdit.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules de la société SOGETREL.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise SOGETREL.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 19 janvier 2015

 **Monsieur l' Adjoint délégué**
Luc ALBERNHE

Publié le : 23 JAN, 2015

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Voies diverses

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur les voies du présent arrêté, en raison des travaux de remplacement de candélabres accidentés à la demande du service Eclairage Public de la Ville de MONTPELLIER ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **09 février 2015** et jusqu'au **20 février 2015** inclus, la Rue Paul Rimbaud depuis l'Allée de l'Aqueduc vers et jusqu'à la Rue Marius Carrieu est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la voie de droite est interdite à la circulation générale ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 2 :

À compter du **09 février 2015** et jusqu'au **20 février 2015** inclus, la Rue Paul Rimbaud depuis l'Avenue du Professeur Louis Ravaz vers et jusqu'à la Rue de Cante-Gril est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la voie de droite est interdite à la circulation générale ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 3 :

À compter du **09 février 2015** et jusqu'au **20 février 2015** inclus, l'Avenue de la Liberté depuis la Rue Cambronne vers et jusqu'à la Rue Maurice Ravel est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la voie de droite est interdite à la circulation générale ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 5 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise SPIE.

Article 6 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 7 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 19 janvier 2015

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

23 JAN. 2015



**Direction du
Génie Urbain**

Service Voirie

Arrêté n° 2015-T118

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation
Tunnel de la Comédie
et Rue Charles Amans**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, pour permettre les travaux d'entretien du tunnel à la demande du service régulation trafic ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **02 février 2015** et jusqu'au **15 décembre 2015** inclus, Tunnel de la Comédie, chaque voie alternativement est interdite à la circulation générale.

Article 2 :

À compter du **02 février 2015** et jusqu'au **15 décembre 2015** inclus, Rue Charles Amans, la circulation est interdite.

Article 3 :

À compter du **02 février 2015** et jusqu'au **15 décembre 2015** inclus, Tunnel de la Comédie, la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.


Article 6 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise intervenante.

Article 7 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 19 janvier 2015


Monsieur l' Adjoint délégué
Luc ALBERNHE

Publié le : 23 JAN, 2015

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement STADE DE LA MOSSON

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 412-28 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur les voies du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement du match de Football MHSC - LOSC LILLE ;

Arrête :

Article 1er :

Les dispositions édictées aux articles 2 à 18 du présent arrêté rentreront en vigueur le :

- Samedi 07 février 2015 MHSC - LOSC LILLE

Le coup d'envoi du match sera donné à 20h00

Article 2 :

Le **07 février 2015**, l'Avenue de Heidelberg dans sa partie comprise entre l'avenue de Louisville et l'avenue de Louisville est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- l'arrêt et le stationnement sont interdits ;
Ces dispositions sont applicables **de 9h30 à 20h00.**
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.
- La circulation est interdite.
Ces dispositions sont applicables **de 9h30 à 20h00.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules officiels munis de macarons, aux autobus, aux services de secours et aux véhicules autorisés.

Article 3 :

Le **07 février 2015**, Avenue de Heidelberg dans sa partie comprise entre la rue de Bonaparte et la rue de la Forêt Noire, sur le parking situé côté "la Mosson", l'arrêt et le stationnement sont interdits.

Ces dispositions sont applicables **de 9h30 à 20h00.**

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 4 :

Le **07 février 2015**, Avenue de Heidelberg au droit du n°315, sur le parking de la piscine, le stationnement est interdit.

Ces dispositions sont applicables **les jours de match.**

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 5 :

Le **07 février 2015**, la Rue de Liège, dans sa partie comprise entre la Rue des Planètes et l'Avenue de Heidelberg est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite.

Ces dispositions sont applicables **de 9h30 à 20h00.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules officiels munis de macarons, aux autobus, aux services de secours et aux véhicules autorisés.

- L'arrêt et le stationnement sont interdits.

Ces dispositions sont applicables **de 9h30 à 20h00.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules munis d'un macaron GIG-GIC.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 6 :

Le **07 février 2015**, Rue des Planètes, la circulation est interdite.

Ces dispositions sont applicables **de 9h30 à 20h00.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules officiels munis de macarons, aux autobus, aux services de secours et aux véhicules autorisés.

Article 7 :

Le **07 février 2015**, Avenue de l'Europe depuis la Place Robert Schuman vers et jusqu'à la Rue de Cambridge, un sens unique est institué.

Ces dispositions sont applicables **4 heures avant le début des matchs et pendant 3 heures après la fin des matchs.**

Toutefois, le sens neutralisé de la rue de Cambridge vers le rond-point de Schuman pourra être utilisé comme zone de stationnement.

Article 8 :

Le **07 février 2015**, Rue du Professeur Blayac depuis l'Avenue de l'Europe vers et jusqu'à Rond-Point des Portes de l'Hérault, un sens unique est institué.

Ces dispositions sont applicables **1/4 d'heures avant la fin des matchs et pendant une durée totale de 2 heures**.

Article 9 :

Le **07 février 2015**, Rue d'Oxford depuis l'Avenue de Barcelone vers et jusqu'à l'Avenue de l'Europe, un sens unique est institué.

Ces dispositions sont applicables **1/4 d'heures avant la fin des matchs et pendant une durée totale de 2 heures**.

Article 10 :

Le **07 février 2015**, Avenue de Heidelberg depuis l'Avenue de Louisville vers et jusqu'à l'Avenue de Barcelone, un sens unique est institué.

Ces dispositions sont applicables **1/4 d'heures avant la fin des matchs et pendant une durée totale de 2 heures**.

Article 11 :

Place Robert Schuman, sur le parking "Espace Mosson", un stationnement payant est institué.

Le stationnement se fera sur les emplacements prévus à cet effet. Il sera formellement interdit en dehors des zones délimitées par panneaux ou marquages au sol.

Le droit sur ces emplacements est fixé forfaitairement à 2 euros.

Ces dispositions sont applicables 4 heures avant et 2 heures après le début des matchs.

Article 12 :

Les dispositions du présent arrêté seront appliquées à la diligence des services de police.

Article 13 :

Le **07 février 2015**, Avenue de la Liberté bretelle d'accès à la RN 109 direction JUVIGNAC, un sens interdit est institué.

Ces dispositions sont applicables **1/4 d'heures avant la fin des matchs et pendant une durée totale de 2 heures**.

Article 14 :

Le **07 février 2015**, Avenue de la Liberté depuis l'avenue Pablo Neruda vers la place Robert Schuman, un sens interdit est institué.

Ces dispositions sont applicables **4 heures avant le début des matchs et pendant 3 heures après la fin des matchs**.

Article 15 :

Le **07 février 2015**, Square de Surville dans sa partie comprise entre la rue de Liège et l'avenue d'Heidelberg, sur le parking situé avenue de Heidelberg, l'arrêt et le stationnement sont interdits. Ces dispositions sont applicables **de 9h30 à 20h00.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules munis d'un macaron GIG-GIC. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 16 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 17 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 18 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 19 janvier 2015

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

23 JAN. 2015



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction d'arrêt Rue Sérane

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux à l'Hotel Verdun Colisee. ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **26 janvier 2015** et jusqu'au **30 janvier 2015** inclus, Rue Sérane côté impair, entre le n° 3 et le n° 5, l'arrêt et le stationnement sont interdits.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules assujétis aux travaux de la société IDDEM.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 4 :

L'entreprise chargée des travaux matérialisera la sécurité des piétons et des circulations.

Article 5 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge du demandeur.

Article 6 :

Le Directeur Général des Services de la Ville et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 19 janvier 2015

Monsieur l' Adjoint délégué



Luc ALBERNHE

Publié le : 23 JAN. 2015

**Monsieur Luc ALBERNHE, 19ème Adjoint au Maire
délégué à Montpellier au quotidien
Abroge et remplace l'arrêté n° 2014/1718/T/R**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L 2122-18, L 2122-21, L 2122-22 et L 2122-23 ;
- Vu la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
- Vu le Code des Marchés Publics ;
- Vu l'élection du Maire et des Adjointes le 5 avril 2014 ;
- Vu la délibération n°2014/135 du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 Décembre 2014 portant création à compter du 1er janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;

Arrête :

Article 1^{er} :

Monsieur Luc ALBERNHE, 19^{ème} Adjoint au Maire, officier d'état civil, reçoit délégation à Montpellier au quotidien, comprenant :

- L'occupation non commerciale du domaine public,
- Les espaces publics,
- Le génie urbain, hydraulique urbaine, voirie, éclairage, signalisation, classement des voies privées, règlement spécial de la publicité, dénomination des rues et espaces publics, signature des arrêtés de mise en demeure des contrevenants à l'affichage et mises en demeure relatives à la publicité et aux enseignes,
- La coordination des travaux,
- La propreté,
- Montpellier au quotidien.

Monsieur Luc ALBERNHE reçoit ces délégations, tant pour l'exercice des compétences propres de la commune, que pour celles exécutées pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 2 :

Dans le domaine défini à l'article 1^{er}, Monsieur Luc ALBERNHE reçoit délégation de signature, pour les décisions prévues à l'article L 2122-22 du CGCT dans les conditions définies par la délibération du 24 avril 2014.

Article 3 :

La délégation de fonction consentie à Monsieur Luc ALBERNHE inclut notamment, dans les domaines de compétences tels que définis par l'article 1^{er}, la signature de tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation et d'exécution de tous les marchés public et accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que tout décision concernant leurs avenants.

Néanmoins, et toujours dans le domaine précisé à l'article 1^{er}, la délégation de fonction à Monsieur Luc ALBERNHE n'inclut l'ouverture des enveloppes de marchés publics et l'enregistrement de leur contenu, tel que prévu par les articles 58, 61,65 et 67 du code des marchés publics, qu'en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Max LEVITA, représentant du Maire à la présidence de la Commission d'Appel d'Offres, lequel dispose d'une compétence générale pour cette procédure.

Article 4 :

Dans le domaine défini à l'article 1^{er}, Monsieur Luc ALBERNHE reçoit délégation de signature pour la signature de tous contrats, concessions d'aménagement, délégations de service public, conventions, documents administratifs ainsi que l'engagement de toutes dépenses relevant des domaines précisés à l'article 1^{er}.

Article 5 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 20/01/2015

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : 21/01/2015

Notifié le :

1

Ville de
Montpellier



**Secrétariat
général - Service
de l'Assemblée**



Dossier suivi par : ST
Poste : 27529
Envoi Bordereau le : 21/01/2015

**BORDEREAU DE
NOTIFICATION**

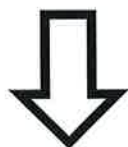
Arrêté municipal n° 2015/0034/T/R

2

Elu :

Monsieur Luc ALBERNHE

Signature (obligatoire)



3

**Retour Secrétariat
général - Service
de l'Assemblée**

Retourner le bordereau signé dans les
plus brefs délais Selon l'article L2131-1 du CGCT,
les actes pris par les autorités communales sont exécutoires
de plein droit à leur notification aux intéressés.

Madame Mylène CHARDES
18ème Adjointe au Maire
Déléguée au Quartier Centre
Abroge et remplace l'arrêté n°2014/1347/T/R

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L2122-18, L2122-18-1, L 2122-21, L 2122-22, L 2122-23;
- Vu le Code des marchés publics;
- Vu la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 27 juin 2002 portant délimitation et dénomination des quartiers de la ville ;
- Vu l'élection du Maire et des Adjoints le 5 avril 2014 ;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu le décret n°2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 Décembre 2014 portant création à compter du 1er janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;

Arrête :

Article 1^{er} :

Madame Mylène CHARDES, Adjointe au Maire, officier d'état civil, reçoit délégation :

- Au quartier Centre,
- A la vie du quartier,
- Au Conseil de quartier.

Madame Mylène CHARDES reçoit ces délégations, tant pour l'exercice des compétences propres de la commune, que pour celles exécutées pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 2 :

La délégation de fonction à Madame Mylène CHARDES inclut notamment, dans les domaines de compétences tels que défini l'article 1^{er} la signature de tous les actes relatifs aux procédures de passation et d'exécution de toutes les catégories de marchés publics

Néanmoins, et toujours dans le domaine précisé à l'article 1^{er}, la délégation de fonction à Madame Mylène CHARDES n'inclut l'ouverture des enveloppes de marchés publics et l'enregistrement de leur contenu, tel que prévu par les articles 58, 61, 65 et 67 du code des marchés publics, qu'en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire, lequel dispose d'une compétence générale pour cette procédure.

Article 3 :

La délégation de fonction à Madame Mylène CHARDES, Adjointe au Maire, inclut notamment la signature de tous marchés, contrats, délégation de service public conventions documents administratifs ainsi que l'engagement de toutes dépenses relevant des domaines précisés à l'article 1^{er}.

Article 4 :

Madame Mylène CHARDES, Adjointe au Maire reçoit délégation de signature, pour les décisions prévues à l'article L 2122-22 du CGCT, dans le domaine défini à l'article 1^{er}, dans les conditions définies par la délibération du 24 avril 2014.

Article 5 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 20/01/2015

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : 21/01/2015

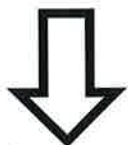
Notifié le :

1

Ville de
Montpellier



**Secrétariat
général - Service
de l'Assemblée**



Dossier suivi par : ST
Poste : 27529
Envoi Bordereau le : 21/01/2015

**BORDEREAU DE
NOTIFICATION**

Arrêté municipal n° 2015/0035/T/R

2

Elu :

Madame Mylène CHARDES

Signature (obligatoire)



3

**Retour Secrétariat
général - Service
de l'Assemblée**

Retourner le bordereau signé dans les
plus brefs délais Selon l'article L2131-1 du CGCT,
les actes pris par les autorités communales sont exécutoires
de plein droit à leur notification aux intéressés.

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

Arrêté n° 2015/036/T/R

**Monsieur Abdi EL KANDOUSSEI, 4ème Adjoint au
Maire
délégué au Personnel
Abroge et remplace l'arrêté n° 2014/1338/T/R**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L 2122-18, L 2122-21 L 2122-22 et L 2122-23 ;
- Vu le Code des Marchés Publics ;
- Vu la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
- Vu l'élection du Maire et des Adjoints le 5 avril 2014 ;
- Vu la délibération n°2014/135 du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 Décembre 2014 portant création à compter du 1er janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;

Article 1^{er} :

Monsieur Abdi EL KANDOUSSEI, 4^{ème} Adjoint au Maire, reçoit délégation :

- Aux ressources humaines : Oeuvres sociales, formation du personnel, aux relations avec les instances paritaires, sanctions disciplinaires et plus généralement tous les actes concernant la carrière et l'exécution de leur service par les agents titulaires et non titulaires de la commune,

Monsieur Abdi EL KANDOUSSEI reçoit ces délégations, tant pour l'exercice des compétences propres de la commune, que pour celles exécutées pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 2 :

Dans le domaine défini à l'article 1^{er} , Monsieur Abdi EL KANDOUSSEI reçoit délégation de signature, pour les décisions prévues à l'article L 2122-22 du CGCT dans les conditions définies par la délibération du 24 avril 2014.

Article 3 :

La délégation de fonction consentie à Monsieur Abdi EL KANDOUCSSI inclut notamment, dans les domaines de compétences tels que définis par l'article 1^{er}, la signature de tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation et d'exécution de tous les marchés public et accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que tout décision concernant leurs avenants.

Néanmoins, et toujours dans le domaine précisé à l'article 1^{er}, la délégation de fonction à Monsieur Abdi EL KANDOUCSSI n'inclut l'ouverture des enveloppes de marchés publics et l'enregistrement de leur contenu, tel que prévu par les articles 58, 61,65 et 67 du code des marchés publics, qu'en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Max LEVITA, représentant du Maire à la présidence de la Commission d'Appel d'Offres, lequel dispose d'une compétence générale pour cette procédure.

Article 4 :

Dans le domaine défini à l'article 1^{er} Monsieur Abdi EL KANDOUCSSI reçoit délégation de signature pour la signature de tous contrats, concessions d'aménagement, délégations de service public, conventions, documents administratifs ainsi que l'engagement de toutes dépenses relevant des domaines précisés à l'article 1^{er}.

Article 5 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 20/01/2015

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : 21/01/2015
Notifié le :

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

Arrêté n° 151038/TIR

**Monsieur Max LEVITA
2ème Adjoint au Maire
Délégué aux Finances
Abroge et remplace l'arrêté n° 2014/1341/T/R**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L 2122-18, L 2122-21, L 2122-22 et L 2122-23 ;
- Vu la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
- Vu le Code des Marchés Publics ;
- Vu l'élection du Maire et des Adjointes le 5 avril 2014 ;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu le décret n°2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 Décembre 2014 portant création à compter du 1er janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;

Arrête :

Article 1^{er} :

Monsieur, Max LEVITA, 2^{ème} Adjoint au Maire, officier d'état civil, reçoit délégation :

- A l'Administration générale,
- Aux Affaires juridiques, contentieux, assurances et marchés publics,
- Aux Finances communales, au Budget et à l'Expertise financière, comprenant :
La Commission communale des impôts directs, l'ordonnancement et mandatement des dépenses et des recettes, les admissions en non valeur, états de poursuite par voie de saisie des redevables, les arrêtés de comptes de fin d'exercice et les certifications conformes de la comptabilité du Trésorier municipal retracés dans le compte de gestion, la création, la modification et la suppression des régies d'avances et de recettes, la signature des procès-verbaux de vérification de ces régies, les certificats de ré-imputation comptable, l'état des restes à réaliser et l'état des dépenses engagées et non mandatées, les certificats attestant la réalité d'une dépense, d'une recette, d'un engagement ou d'un service fait, les garanties d'emprunts et gestion de la dette, la centrale d'achat, les achats et réforme des matériels, la souscription et la renégociation des emprunts et des lignes de trésorerie...
- A l'Evaluation des politiques publiques,

- A la Gestion active du patrimoine,
- A l'Economie des ressources et du patrimoine : construction, conduite et conception des opérations et construction publique, gestion active et durable du patrimoine bâti municipal, soutien logistique à l'activité des services, gestion durable des ressources et énergies, au réseau haut débit et à la télécommunication;
- Aux relations avec les collectivités territoriales.

Monsieur, Max LEVITA reçoit ces délégations, tant pour l'exercice des compétences propres de la commune, que pour celles exécutées pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 2 :

Dans le domaine défini à l'article 1er Monsieur Max LEVITA reçoit délégation de signature, pour les décisions prévues à l'article L 2122-22 du CGCT dans les conditions définies par la délibération du 24 avril 2014.

Article 3 :

La délégation de fonction consentie à Monsieur Max LEVITA inclut notamment, dans les domaines de compétences tels que défini l'article 1er la signature de tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation et d'exécution de tous les marchés public et accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs avenants.

En outre, Monsieur Max LEVITA reçoit délégation générale pour l'ensemble des marchés publics de la Ville de Montpellier pour l'ouverture des enveloppes relatives aux candidatures et à l'enregistrement de leur contenu, tel que prévu par les articles 58, 61, 65 et 67 du code des marchés publics.

Article 4 :

Dans le domaine défini à l'article 1^{er}, Monsieur Max LEVITA reçoit délégation de signature pour la signature de tous contrats, concessions d'aménagement, délégations de service public, conventions, documents administratifs ainsi que l'engagement de toutes dépenses relevant des domaines précisés à l'article 1er.

Article 5 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 21 01 2015

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : 21 01 2015

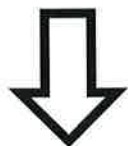
Notifié le :

1

Ville de
Montpellier



**Secrétariat
général - Service
de l'Assemblée**



Dossier suivi par : ST
Poste : 27529
Envoi Bordereau le : 21/01/2015

**BORDEREAU DE
NOTIFICATION**

Arrêté municipal n° 2015/0038/T/R

2

Elu :
Monsieur Max LEVITA

Signature (obligatoire)

Le 22/01/15
M. LEVITA
Adjoint au Maire



3

**Retour Secrétariat
général - Service
de l'Assemblée**

Retourner le bordereau signé dans les
plus brefs délais Selon l'article L2131-1 du CGCT,
les actes pris par les autorités communales sont exécutoires
de plein droit à leur notification aux intéressés.

Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier

Arrêté n° ~~2014~~ 15/039/TIR

Madame Marie-Hélène SANTARELLI
3ème Adjointe au Maire
Déléguée à la Sécurité
Abroge et remplace l'arrêté n° 2014/1361/T/R

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L 2122-18, L 2122-21 L 2122-22 et L 2122-23 ;
- Vu le Code des Marchés Publics ;
- Vu la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
- Vu l'élection du Maire et des Adjoints le 5 avril 2014 ;
- Vu la délibération n°2014/135 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu le décret n°2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 Décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;

Arrête :

Article 1^{er} :

Madame Marie-Hélène SANTARELLI, 3^{ème} adjointe au Maire, officier d'état civil, reçoit délégation :

- A la Police municipale,
- Au Conseil local de Sécurité et Prévention de la Délinquance (CLSPD),
- A la Médiation sociale,
- Au contrôle du stationnement de surface,
- A la vidéo-protection.
- A l'animal dans la ville,
- A l'hygiène et la sécurité sanitaire,
- A la lutte contre l'habitat indigne,
- A la santé (vaccinations, prévention santé, Réseau français des villes santé de l'OMS...)
- A l'environnement (suivi des ICPE, pollutions du milieu (eau/air/sol...)
- A la sécurité civile (comprenant le Plan Communal de sauvegarde).

Madame Marie-Hélène SANTARELLI reçoit ces délégations, tant pour l'exercice des compétences propres de la commune, que pour celles exécutées pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 2 :

Dans le domaine défini à l'article 1^{er} Madame Marie-Hélène SANTARELLI reçoit délégation de signature, pour les décisions prévues à l'article L 2122-22 du CGCT dans les conditions définies par la délibération du 24 avril 2014.

Article 3 :

La délégation de fonction consentie à Madame Marie-Hélène SANTARELLI inclut notamment, dans les domaines de compétences tels que défini l'article 1^{er} la signature de tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation et d'exécution de tous les marchés public et accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs avenants.

Néanmoins, et toujours dans le domaine précisé à l'article 1^{er}, la délégation de fonction à Madame Marie-Hélène SANTARELLI n'inclut l'ouverture des enveloppes de marchés publics et l'enregistrement de leur contenu, tel que prévu par les articles 58, 61,65 et 67 du code des marchés publics, qu'en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Max LEVITA, adjoint au Maire et représentant de Monsieur le Maire à la Commission d'Appel d'Offres, lequel dispose d'une compétence générale pour cette procédure.

Article 4 :

Dans le domaine défini à l'article 1^{er} Madame Marie-Hélène SANTARELLI reçoit délégation de signature pour la signature de tous contrats, concessions d'aménagement, délégations de service public, conventions, documents administratifs ainsi que l'engagement de toutes dépenses relevant des domaines précisés à l'article 1^{er}.

Article 5 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 20/01/2015

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : 21/01/2015

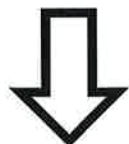
Notifié le :

1

Ville de
Montpellier



**Secrétariat
général - Service
de l'Assemblée**



Dossier suivi par : ST
Poste : 27529
Envoi Bordereau le : 21/01/2015

**BORDEREAU DE
NOTIFICATION**

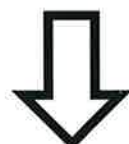
Arrêté municipal n° 2015/0039/T/R

2

Elu :

Madame Marie-Hélène SANTARELLI

Signature (obligatoire)



3

**Retour Secrétariat
général - Service
de l'Assemblée**

Retourner le bordereau signé dans les
plus brefs délais Selon l'article L2131-1 du CGCT,
les actes pris par les autorités communales sont exécutoires
de plein droit à leur notification aux intéressés.

Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier

Arrêté n° 2015/0401/R

Madame Isabelle MARSALA
5ème Adjointe au Maire
Déléguée à l'Education
Abroge et remplace l'arrêté n° 2014/1346/T/R

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L 2122-18, L 2122-21 L 2122-22 et L 2122-23 ;
- Vu le Code des Marchés Publics ;
- Vu la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
- Vu l'élection du Maire et des adjoints le 5 avril 2014 ;
- Vu la délibération n°2014/135 du 24 avril 2014 donnant délégation du Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu le décret n°2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 Décembre 2014 portant création à compter du 1er janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;

Arrête :

Article 1^{er} :

Madame Isabelle MARSALA, Adjointe au Maire, officier d'état civil, reçoit délégation :

- A la Réussite éducative (élaboration et mise en place des politiques éducatives et partenariales, actions éducatives péri- et extra-scolaires, relations avec la communauté éducative, prospectives et évolution de la carte scolaire),
- A la Restauration scolaire,
- A la gestion du Patrimoine scolaire.

Madame Isabelle MARSALA reçoit ces délégations, tant pour l'exercice des compétences propres de la commune, que pour celles exécutées pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 2 :

Dans le domaine défini à l'article 1^{er} Madame Isabelle MARSALA reçoit délégation de signature, pour les décisions prévues à l'article L 2122-22 du CGCT dans les conditions définies par la délibération n° 2014/135 du 24 avril 2014.

Article 3 :

La délégation de fonction consentie à Madame Isabelle MARSALA inclut notamment, dans les domaines de compétences tels que défini l'article 1^{er} la signature de tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation et d'exécution de tous les marchés public et accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs avenants.

Néanmoins, et toujours dans le domaine précisé à l'article 1^{er}, la délégation de fonction à Madame Isabelle MARSALA n'inclut l'ouverture des enveloppes de marchés publics et l'enregistrement de leur contenu, tel que prévu par les articles 58, 61,65 et 67 du code des marchés publics, qu'en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Max LEVITA, adjoint au Maire et représentant de Monsieur le Maire à la Commission d'Appel d'Offres, lequel dispose d'une compétence générale pour cette procédure.

Article 4 :

Dans le domaine défini à l'article 1^{er}, Madame Isabelle MARSALA reçoit délégation de signature pour la signature de tous contrats, concessions d'aménagement, délégations de service public, conventions, documents administratifs ainsi que l'engagement de toutes dépenses relevant des domaines précisés à l'article 1^{er}.

Article 5 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 20/01/2015

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : 21/01/2015

Notifié le :



Madame Titina DASYLVA
11ème Adjointe au Maire
Déléguée au quartier Hôpitaux-Facultés
Abroge et remplace l'arrêté n° 2014/1336/T/R

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L2122-18, L2122-18-1, L 2122-21, L 2122-22, L 2122-23;
- Vu le Code des marchés publics;
- Vu la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 27 juin 2002 portant délimitation et dénomination des quartiers de la ville ;
- Vu l'élection du Maire et des Adjointes le 5 avril 2014 ;
- Vu la délibération n°2014/135 du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu le décret n°2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 Décembre 2014 portant création à compter du 1er janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;

Arrête

Article 1^{er}:

Madame Titina DASYLVA, 11^{ème} Adjointe au Maire, officier d'état civil, reçoit délégation :

- Au quartier Hôpitaux Facultés,
- A la vie de quartier,
- Au Conseil de quartier.

Madame Titina DASYLVA reçoit ces délégations, tant pour l'exercice des compétences propres de la commune, que pour celles exécutées pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 2 :

Dans le domaine défini à l'article 1^{er} , Madame Titina DASYLVA reçoit délégation de signature, pour les décisions prévues à l'article L 2122-22 du CGCT dans les conditions définies par la délibération du 24 avril 2014.

Article 3 :

La délégation de fonction consentie à Madame Titina DASYLVA inclut notamment, dans les domaines de compétences tels que définis par l'article 1^{er}, la signature de tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation et d'exécution de tous les marchés public et accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que tout décision concernant leurs avenants.

Néanmoins, et toujours dans le domaine précisé à l'article 1^{er}, la délégation de fonction à Madame Titina DASYLVA n'inclut l'ouverture des enveloppes de marchés publics et l'enregistrement de leur contenu, tel que prévu par les articles 58, 61,65 et 67 du code des marchés publics, qu'en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Max LEVITA, représentant du Maire à la présidence de la Commission d'Appel d'Offres, lequel dispose d'une compétence générale pour cette procédure.

Article 4 :

Dans le domaine défini à l'article 1^{er}, Madame Titina DASYLVA reçoit délégation de signature pour la signature de tous contrats, concessions d'aménagement, délégations de service public, conventions, documents administratifs ainsi que l'engagement de toutes dépenses relevant des domaines précisés à l'article 1^{er}.

Article 5 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 20/01/2015

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : 21/01/2015

Notifié le :

1

Ville de
Montpellier



**Secrétariat
général - Service
de l'Assemblée**



Dossier suivi par : ST
Poste : 27529
Envoi Bordereau le : 21/01/2015

**BORDEREAU DE
NOTIFICATION**

Arrêté municipal n° 2015/0041/T/R

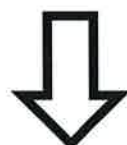
2

Elu :

Madame Titina DASYLVA

Signature (obligatoire)

T. DASYLVA



3

**Retour Secrétariat
général - Service
de l'Assemblée**

Retourner le bordereau signé dans les
plus brefs délais Selon l'article L2131-1 du CGCT,
les actes pris par les autorités communales sont exécutoires
de plein droit à leur notification aux intéressés.

Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier

Arrêté n° *2015/0421TIR*

Monsieur Pascal KRZYZANSKI
12ème Adjoint au Maire
Délégué au Quartier Près d'Arènes
Abroge et remplace l'arrêté n° 2014/1349/T/R

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L2122-18, L2122-18-1, L 2122-21, L 2122-22, L 2122-23;
- Vu le Code des marchés publics;
- Vu la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 27 juin 2002 portant délimitation et dénomination des quartiers de la ville ;
- Vu l'élection du Maire et des Adjointes le 5 avril 2014 ;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu le décret n°2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 Décembre 2014 portant création à compter du 1er janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;

Arrête :

Article 1^{er} :

Monsieur Pascal KRZYZANSKI, 12^{ème} Adjoint au Maire, officier d'état civil, reçoit délégation :

- Au quartier Près d'Arènes,
- A la vie du quartier,
- Au Conseil de quartier.

Monsieur Pascal KRZYZANSKI reçoit ces délégations, tant pour l'exercice des compétences propres de la commune, que pour celles exécutées pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 2 :

La délégation de fonction à Monsieur Pascal KRZYZANSKI inclut notamment, dans les domaines de compétences tels que défini l'article 1^{er} la signature de tous les actes relatifs aux procédures de passation et d'exécution de toutes les catégories de marchés publics

Néanmoins, et toujours dans le domaine précisé à l'article 1^{er}, la délégation de fonction à Monsieur Pascal KRZYZANSKI n'inclut l'ouverture des enveloppes de marchés publics et l'enregistrement de leur contenu, tel que prévu par les articles 58, 61, 65 et 67 du code des marchés publics, qu'en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire, lequel dispose d'une compétence générale pour cette procédure.

Article 3 :

La délégation de fonction à Monsieur Pascal KRZYZANSKI, Adjoint au Maire, inclut notamment la signature de tous marchés, contrats, délégation de service public conventions documents administratifs ainsi que l'engagement de toutes dépenses relevant des domaines précisés à l'article 1^{er}.

Article 4 :

Monsieur Pascal KRZYZANSKI, Adjoint au Maire reçoit délégation de signature, pour les décisions prévues à l'article L 2122-22 du CGCT, dans le domaine défini à l'article 1^{er}, dans les conditions définies par la délibération du 24 avril 2014.

Article 5 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 29/01/2015

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : 29/01/2015
Notifié le :

1

Ville de
Montpellier



**Secrétariat
général - Service
de l'Assemblée**



Dossier suivi par : ST
Poste : 27529
Envoi Bordereau le : 21/01/2015

**BORDEREAU DE
NOTIFICATION**

Arrêté municipal n° 2015/0042/T/R

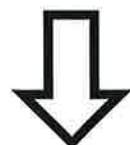
2

Elu :

Monsieur Pascal KRZYZANSKI

Signature (obligatoire)

Mr Pascal KRZYZANSKI
Adjoint au Maire
Délégué quartier Près d'Arènes



3

**Retour Secrétariat
général - Service
de l'Assemblée**

Retourner le bordereau signé dans les
plus brefs délais Selon l'article L2131-1 du CGCT,
les actes pris par les autorités communales sont exécutoires
de plein droit à leur notification aux intéressés.

Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier

Arrêté n° *2015/043/IR*

**Madame Sabria BOUALLAGA, 14^{ème} Adjointe au
Maire
Déléguée au quartier Cévennes
Abroge et remplace l'arrêté n° 2014/1335/T/R**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L2122-18, L2122-18-1, L 2122-21, L 2122-22, L 2122-23;
- Vu le Code des marchés publics;
- Vu la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 27 juin 2002 portant délimitation et dénomination des quartiers de la ville ;
- Vu l'élection du Maire et des Adjoints le 5 avril 2014 ;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu le décret n°2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 Décembre 2014 portant création à compter du 1er janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;

Arrête :

Article 1^{er} :

Madame Sabria BOUALLAGA, 14^{ème} Adjointe au Maire, officier d'état civil, reçoit délégation :

- Au quartier Cévennes,
- A la vie de quartier,
- Au Conseil de quartier.

Madame Sabria BOUALLAGA reçoit ces délégations, tant pour l'exercice des compétences propres de la commune, que pour celles exécutées pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 2 :

Dans le domaine défini à l'article 1^{er} , Madame Sabria BOUALLAGA reçoit délégation de signature, pour les décisions prévues à l'article L 2122-22 du CGCT dans les conditions définies par la délibération du 24 avril 2014.

Article 3 :

La délégation de fonction consentie à Madame Sabria BOUALLAGA inclut notamment, dans les domaines de compétences tels que définis par l'article 1^{er}, la signature de tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation et d'exécution de tous les marchés public et accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que tout décision concernant leurs avenants.

Néanmoins, et toujours dans le domaine précisé à l'article 1^{er}, la délégation de fonction à Madame Sabria BOUALLAGA n'inclut l'ouverture des enveloppes de marchés publics et l'enregistrement de leur contenu, tel que prévu par les articles 58, 61,65 et 67 du code des marchés publics, qu'en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Max LEVITA, représentant du Maire à la présidence de la Commission d'Appel d'Offres, lequel dispose d'une compétence générale pour cette procédure.

Article 4 :

Dans le domaine défini à l'article 1^{er}, Madame Sabria BOUALLAGA reçoit délégation de signature pour la signature de tous contrats, concessions d'aménagement, délégations de service public, conventions, documents administratifs ainsi que l'engagement de toutes dépenses relevant des domaines précisés à l'article 1^{er}.

Article 5 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 21/01/2015

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : 21/01/2015

Notifié le :

**Monsieur Christophe COUR, 15ème Adjoint au Maire
délégué à l'Ecologie urbaine
Abroge et remplace l'arrêté n° 2014/1344/T/R**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L 2122-18, L 2122-21, L 2122-22 et L 2122-23 ;
- Vu la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
- Vu le Code des Marchés Publics ;
- Vu l'élection du Maire et des Adjoints le 5 avril 2014 ;
- Vu la délibération n°2014/135 du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu le décret n°2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 Décembre 2014 portant création à compter du 1er janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;

Arrête :

Article 1^{er} :

Monsieur Christophe COUR, 15^{ème} Adjoint au Maire, officier d'état civil, reçoit délégation à l'Ecologie urbaine, comprenant :

- Les parcs et jardins,
- Le Parc de Lunaret,
- La biodiversité.

Monsieur Christophe COUR reçoit ces délégations, tant pour l'exercice des compétences propres de la commune, que pour celles exécutées pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 2 :

Dans le domaine défini à l'article 1^{er}, Monsieur Christophe COUR reçoit délégation de signature, pour les décisions prévues à l'article L 2122-22 du CGCT dans les conditions définies par la délibération du 24 avril 2014.

Article 3 :

La délégation de fonction consentie à Monsieur Christophe COUR inclut notamment, dans les domaines de compétences tels que définis par l'article 1^{er}, la signature de tous les actes relatifs aux procédures de

préparation, de passation et d'exécution de tous les marchés public et accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que tout décision concernant leurs avenants.

Néanmoins, et toujours dans le domaine précisé à l'article 1^{er}, la délégation de fonction à Monsieur Christophe COUR n'inclut l'ouverture des enveloppes de marchés publics et l'enregistrement de leur contenu, tel que prévu par les articles 58, 61,65 et 67 du code des marchés publics, qu'en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Max LEVITA, représentant du Maire à la présidence de la Commission d'Appel d'Offres, lequel dispose d'une compétence générale pour cette procédure.

Article 4 :

Dans le domaine défini à l'article 1^{er}, Monsieur Christophe COUR reçoit délégation de signature pour la signature de tous contrats, concessions d'aménagement, délégations de service public, conventions, documents administratifs ainsi que l'engagement de toutes dépenses relevant des domaines précisés à l'article 1^{er}.

Article 5 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 21/01/2015

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : 21/01/2015

Notifié le :

1

Ville de
Montpellier



**Secrétariat
général - Service
de l'Assemblée**



Dossier suivi par : ST
Poste : 27529
Envoi Bordereau le : 21/01/2015

**BORDEREAU DE
NOTIFICATION**

Arrêté municipal n° 2015/0044/T/R

2

Elu :
Monsieur Christophe COUR

Signature (obligatoire)



3

**Retour Secrétariat
général - Service
de l'Assemblée**

Retourner le bordereau signé dans les
plus brefs délais Selon l'article L2131-1 du CGCT,
les actes pris par les autorités communales sont exécutoires
de plein droit à leur notification aux intéressés.

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

Arrêté n° **2015/045/TIR**

Monsieur Sauveur TORTORICI
13^{ème} Adjoint au Maire
Délégué au Quartier Port Marianne
Abroge et remplace l'arrêté n° 2014/1348/T/R

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L2122-18, L2122-18-1, L 2122-21, L 2122-22, L 2122-23;
- Vu le Code des marchés publics;
- Vu la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 27 juin 2002 portant délimitation et dénomination des quartiers de la ville ;
- Vu l'élection du Maire et des Adjointes le 5 avril 2014 ;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu le décret n°2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 Décembre 2014 portant création à compter du 1er janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;

Arrête :

Article 1^{er} :

Monsieur Sauveur TORTORICI, 13^{ème} Adjoint au Maire, officier d'état civil, reçoit délégation :

- Au quartier Port Marianne,
- A la vie du quartier,
- Au Conseil de quartier.

Monsieur Sauveur TORTORICI reçoit ces délégations, tant pour l'exercice des compétences propres de la commune, que pour celles exécutées pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 2 :

La délégation de fonction à Monsieur Sauveur TORTORICI inclut notamment, dans les domaines de compétences tels que défini l'article 1^{er} la signature de tous les actes relatifs aux procédures de passation et d'exécution de toutes les catégories de marchés publics.

Néanmoins, et toujours dans le domaine précisé à l'article 1^{er}, la délégation de fonction à Monsieur Sauveur TORTORICI n'inclut l'ouverture des enveloppes de marchés publics et l'enregistrement de leur contenu, tel que prévu par les articles 58, 61, 65 et 67 du code des marchés publics, qu'en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire, lequel dispose d'une compétence générale pour cette procédure.

Article 3 :

La délégation de fonction à Monsieur Sauveur TORTORICI, Adjoint au Maire, inclut notamment la signature de tous marchés, contrats, délégation de service public conventions documents administratifs ainsi que l'engagement de toutes dépenses relevant des domaines précisés à l'article 1^{er}.

Article 4 :

Monsieur Sauveur TORTORICI, Adjoint au Maire reçoit délégation de signature, pour les décisions prévues à l'article L 2122-22 du CGCT, dans le domaine défini à l'article 1^{er}, dans les conditions définies par la délibération du 24 avril 2014.

Article 5 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 20/01/2015

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : 24/01/2015

Notifié le :

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

Arrêté n°2015/0093/T/R

Madame Stéphanie JANNIN
1ère Adjointe au Maire
Déléguée à l'Urbanisme et à l'Aménagement durable
Abroge et remplace l'arrêté n° 2014/1351/T/R

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L 2122-18, L 2122-21 L 2122-22 et L 2122-23 ;
- Vu le Code des Marchés Publics ;
- Vu la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
- Vu l'élection du Maire et des adjoints le 5 avril 2014 ;
- Vu l'arrêté de délégation de Monsieur Gérard CASTRE, adjoint au Maire délégué à la Démocratie de proximité et aux Maisons pour Tous ;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu le décret n°2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 Décembre 2014 portant création à compter du 1er janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;

Arrête :

Article 1^{er} :

Madame Stéphanie JANNIN, 1^{ère} Adjointe au Maire, officier d'état civil, reçoit délégation :

- A l'Urbanisme et l'Aménagement durable, notamment à la planification communale, aux actes relatifs et au suivi de toutes les procédures relatives à la planification urbaine, zones d'aménagement concerté (ZAC), aux zones d'aménagement différé (ZAD), aux projet urbains partenariaux (PUP), aux programmes d'aménagement d'ensemble (PAE),
- A l'Urbanisme opérationnel, notamment à l'instruction, délivrance, contrôle des autorisations d'occupation du sol (permis de construire, permis d'aménager, permis de démolir, déclarations préalables, procès verbaux d'infraction, arrêtés interruptifs de travaux, etc...), y compris lorsque l'autorisation au titre du code de l'urbanisme vaut autorisation au titre d'une autre réglementation (notamment pour les ERP, IGH, ICPE ou monuments/sites protégés, en application du code de la construction et de l'habitation, du code de l'environnement, du code du patrimoine),
- A Grand Cœur, aux campagnes de ravalement et aux périmètres de restauration immobilière (PRI),
- A la protection et la mise en valeur du patrimoine, notamment au secteur sauvegardé, aux zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP), aux aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AVAP),
- A la politique foncière : exercice du droit de préemption dans les conditions définies par le code de l'urbanisme à l'exception de celui prévu par l'article L240-1, procédures d'expropriation, tous les actes de cession, d'acquisition ou de mise à disposition immobilière, à l'exercice du droit de préemption sur les cessions de fonds artisanaux, fonds de commerce et baux commerciaux dans les conditions prévues par l'article L214-1 du code de l'urbanisme,

- Aux conventions et titres constitutifs de droits réels que la Commune soit preneur ou donneur à bail,
- Aux procédures d'enquêtes publiques de classement et déclasséement du domaine public prévues par le code de la voirie routière,
- Au schéma d'urbanisme commercial,
- Au Plan Climat Energie Territorial (PCET),
- Au Renouvellement urbain (dans le cadre de l'ANRU),
- Aux Opérations Programmées de l'Habitat (OPAH),
- Au Logement : droit au logement et service municipal de la caution, l'observatoire du logement précaire, l'hébergement d'urgence, la mise en œuvre des responsabilités municipales pour l'application de la loi DALO,
- Aux Déplacements, à la politique locale de déplacement,
- A l'Observatoire urbain,
- A la Maison pour tous Michel COLUCCI, auprès de Monsieur Gérard CASTRE, Adjoint au Maire délégué à la Démocratie de proximité et aux Maisons pour Tous.

Madame Stéphanie JANNIN reçoit ces délégations, tant pour l'exercice des compétences propres de la commune, que pour celles exécutées pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 2 :

Dans le domaine défini à l'article 1^{er} Madame Stéphanie JANNIN reçoit délégation de signature, pour les décisions prévues à l'article L 2122-22 du CGCT dans les conditions définies par la délibération du 24 avril 2014.

Article 3 :

La délégation de fonction consentie à Madame Stéphanie JANNIN inclut notamment, dans les domaines de compétences tels que défini l'article 1^{er} la signature de tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation et d'exécution de tous les marchés public et accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs avenants.

Néanmoins, et toujours dans le domaine précisé à l'article 1^{er}, la délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN n'inclut l'ouverture des enveloppes de marchés publics et l'enregistrement de leur contenu, tel que prévu par les articles 58, 61,65 et 67 du code des marchés publics, qu'en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Max LEVITA, 2^{ème} Adjoint au Maire et représentant de Monsieur le Maire à la Commission d'Appel d'Offres, lequel dispose d'une compétence générale pour cette procédure.

Article 4 :

Dans le domaine défini à l'article 1^{er}, Madame Stéphanie JANNIN reçoit délégation de signature pour la signature de tous contrats, concessions d'aménagement, délégations de service public, conventions, documents administratifs ainsi que l'engagement de toutes dépenses relevant des domaines précisés à l'article 1^{er}.

Article 5 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté. |

Montpellier, le 21/01/2015

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : 21/01/2015

Notifié le :

1

Ville de
Montpellier



**Secrétariat
général - Service
de l'Assemblée**



Dossier suivi par : ST
Poste : 27529
Envoi Bordereau le : 21/01/2015

**BORDEREAU DE
NOTIFICATION**

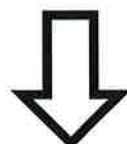
Arrêté municipal n° 2015/0093/T/R

2

Elu :

Madame Stéphanie JANNIN

Signature (obligatoire)



3

**Retour Secrétariat
général - Service
de l'Assemblée**

Retourner le bordereau signé dans les
plus brefs délais Selon l'article L2131-1 du CGCT,
les actes pris par les autorités communales sont exécutoires
de plein droit à leur notification aux intéressés.

**Madame Chantal LEVY-RAMEAU, 16ème Adjointe au
Maire,
Déléguée au quartier Mosson
Abroge et remplace l'arrêté n°2014/1334/T/R**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L2122-18, L2122-18-1, L 2122-21, L 2122-22, L 2122-23;
- Vu le Code des marchés publics;
- Vu la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 27 juin 2002 portant délimitation et dénomination des quartiers de la ville ;
- Vu l'élection du Maire et des Adjoints le 5 avril 2014 ;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu le décret n°2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 Décembre 2014 portant création à compter du 1er janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;

Arrête :

Article 1^{er} :

Madame Chantal LEVY-RAMEAU, 16^{ème} Adjointe au Maire, officier d'état civil, reçoit délégation :

- Au quartier Mosson,
- A la vie de quartier,
- Au Conseil de quartier.

Madame Chantal LEVY-RAMEAU reçoit ces délégations, tant pour l'exercice des compétences propres de la commune, que pour celles exécutées pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 2 :

Dans le domaine défini à l'article 1^{er} , Madame Chantal LEVY-RAMEAU reçoit délégation de signature, pour les décisions prévues à l'article L 2122-22 du CGCT dans les conditions définies par la délibération du 24 avril 2014.

Article 3 :

La délégation de fonction consentie à Madame Chantal LEVY-RAMEAU inclut notamment, dans les domaines de compétences tels que définis par l'article 1^{er}, la signature de tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation et d'exécution de tous les marchés public et accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que tout décision concernant leurs avenants.

Néanmoins, et toujours dans le domaine précisé à l'article 1^{er}, la délégation de fonction à Madame Chantal LEVY-RAMEAU n'inclut l'ouverture des enveloppes de marchés publics et l'enregistrement de leur contenu, tel que prévu par les articles 58, 61,65 et 67 du code des marchés publics, qu'en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Max LEVITA, représentant du Maire à la présidence de la Commission d'Appel d'Offres, lequel dispose d'une compétence générale pour cette procédure.

Article 4 :

Dans le domaine défini à l'article 1^{er}, Madame Chantal LEVY-RAMEAU reçoit délégation de signature pour la signature de tous contrats, concessions d'aménagement, délégations de service public, conventions, documents administratifs ainsi que l'engagement de toutes dépenses relevant des domaines précisés à l'article 1^{er}.

Article 6 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 20/01/2015

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : 21/01/2015

Notifié le :

1

Ville de
Montpellier



**Secrétariat
général - Service
de l'Assemblée**



Dossier suivi par : ST
Poste : 27529
Envoi Bordereau le : 21/01/2015

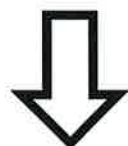
**BORDEREAU DE
NOTIFICATION**

Arrêté municipal n° 2015/0098/T/R

2

Elu :
Madame Chantal LEVY RAMEAU

Signature (obligatoire)



3

**Retour Secrétariat
général - Service
de l'Assemblée**

Retourner le bordereau signé dans les
plus brefs délais Selon l'article L2131-1 du CGCT,
les actes pris par les autorités communales sont exécutoires
de plein droit à leur notification aux intéressés.

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

Arrêté n° **05/102/17R**

**Monsieur Gérard CASTRE, 6ème Adjoint au Maire
délégué à la Démocratie de proximité et aux Maisons
pour Tous
Abroge et remplace l'arrêté 2014/1339/T/R**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L 2122-18, L 2122-21, L 2122-22 et L 2122-23 ;
- Vu la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
- Vu le Code des Marchés Publics ;
- Vu l'élection du Maire et des Adjointes le 5 avril 2014 ;
- Vu la délibération n°2014/135 du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 Décembre 2014 portant création à compter du 1er janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;

Arrête :

Article 1^{er} :

Monsieur Gérard CASTRE, 6^{ème} Adjoint au Maire, officier d'état civil, reçoit délégation à la Démocratie de proximité et aux Maisons pour Tous, comprenant :

- La démocratie participative,
- Les Conseils consultatifs,
- La Vie associative,
- Les Maisons pour Tous.

Monsieur Gérard CASTRE reçoit ces délégations, tant pour l'exercice des compétences propres de la commune, que pour celles exécutées pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 2 :

Dans le domaine défini à l'article 1^{er}, Monsieur Gérard CASTRE reçoit délégation de signature, pour les décisions prévues à l'article L 2122-22 du CGCT dans les conditions définies par la délibération du 24 avril 2014.

Article 3 :

La délégation de fonction consentie à Monsieur Gérard CASTRE inclut notamment, dans les domaines de compétences tels que définis par l'article 1^{er}, la signature de tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation et d'exécution de tous les marchés public et accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que tout décision concernant leurs avenants.

Néanmoins, et toujours dans le domaine précisé à l'article 1^{er}, la délégation de fonction à Monsieur Gérard CASTRE n'inclut l'ouverture des enveloppes de marchés publics et l'enregistrement de leur contenu, tel que prévu par les articles 58, 61,65 et 67 du code des marchés publics, qu'en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Max LEVITA, représentant du Maire à la présidence de la Commission d'Appel d'Offres, lequel dispose d'une compétence générale pour cette procédure.

Article 4 :

Dans le domaine défini à l'article 1^{er} Monsieur Gérard CASTRE reçoit délégation de signature pour la signature de tous contrats, concessions d'aménagement, délégations de service public, conventions, documents administratifs ainsi que l'engagement de toutes dépenses relevant des domaines précisés à l'article 1^{er}.

Article 5 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 20/01/2015

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : 21/01/2015
Notifié le :

1

Ville de
Montpellier



**Secrétariat
général - Service
de l'Assemblée**



Dossier suivi par : ST
Poste : 27529
Envoi Bordereau le : 21/01/2015

**BORDEREAU DE
NOTIFICATION**

Arrêté municipal n° 2015/0102/T/R

2

Elu :
Monsieur Gérard CASTRE

Signature (obligatoire)



3

**Retour Secrétariat
général - Service
de l'Assemblée**

Retourner le bordereau signé dans les
plus brefs délais Selon l'article L2131-1 du CGCT,
les actes pris par les autorités communales sont exécutoires
de plein droit à leur notification aux intéressés.

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

Arrêté n° **2015/0103/ITR**

Madame Patricia MIRALLES
7ème Adjointe au Maire
Déléguée au Social et au Quartier Croix d'Argent
Abroge et remplace l'arrêté n° 2014/4027/T/R

Monsieur le Maire de Montpellier

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L 2122-18, L 2122-21 L 2122-22 et L 2122-23 ;
- Vu la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
- Vu le Code des Marchés Publics ;
- Vu l'élection du Maire et des Adjointes le 5 avril 2014 ;
- Vu la délibération n°2014/135 donnant délégation du Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu le décret n°2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 Décembre 2014 portant création à compter du 1er janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;

Arrête

Article 1^{er} :

Madame Patricia MIRALLES, 7^{ème} adjointe au Maire, officier d'état civil, reçoit délégation :

- A la Solidarité,
- A la Cohésion Sociale,
- A l'Age d'Or, à l'Action sociale, au Développement des solidarités inter-générationnelles,
- A la Promotion du droit des femmes,
- A la Politique de la Ville,
- A la Lutte contre l'exclusion et contre les discriminations,
- Aux Relations culturelles,
- A l'Accessibilité et au Handicap,
- Au quartier Croix d'Argent, à la vie du quartier et au Conseil de quartier.

Madame Patricia MIRALLES reçoit ces délégations, tant pour l'exercice des compétences propres de la commune, que pour celles exécutées pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 2 :

Dans le domaine défini à l'article 1^{er} Madame Patricia MIRALLES reçoit délégation de signature, pour les décisions prévues à l'article L 2122-22 du CGCT dans les conditions définies par la délibération du 24 avril 2014.

Article 3 :

La délégation de fonction consentie à Madame Patricia MIRALLES inclut notamment, dans les domaines de compétences tels que défini l'article 1^{er} la signature de tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation et d'exécution de tous les marchés public et accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs avenants.

Néanmoins, et toujours dans le domaine précisé à l'article 1^{er}, la délégation de fonction à Madame Patricia MIRALLES n'inclut l'ouverture des enveloppes de marchés publics et l'enregistrement de leur contenu, tel que prévu par les articles 58, 61,65 et 67 du code des marchés publics, qu'en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Max LEVITA, 2^{ème} Adjoint au Maire et représentant de Monsieur le Maire à la Commission d'Appel d'Offres, lequel dispose d'une compétence générale pour cette procédure.

Article 4 :

Dans le domaine défini à l'article 1^{er} Madame Patricia MIRALLES reçoit délégation de signature pour la signature de tous contrats, concessions d'aménagement, délégations de service public, conventions, documents administratifs ainsi que l'engagement de toutes dépenses relevant des domaines précisés à l'article 1^{er}.

Article 5 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 21/01/2015

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le 21/01/2015

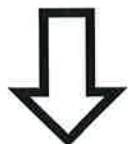
Notifié le :

1

Ville de
Montpellier



**Secrétariat
général - Service
de l'Assemblée**



Dossier suivi par : ST
Poste : 27529
Envoi Bordereau le : 21/01/2015

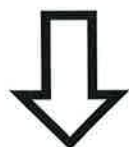
**BORDEREAU DE
NOTIFICATION**

Arrêté municipal n° 2015/0103/T/R

2

Elu :
Madame Patricia MIRALLES

Signature (obligatoire)



3

**Retour Secrétariat
général - Service
de l'Assemblée**

Retourner le bordereau signé dans les
plus brefs délais Selon l'article L2131-1 du CGCT,
les actes pris par les autorités communales sont exécutoires
de plein droit à leur notification aux intéressés.

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

Arrêté n° **2015/0104/TIR**

**Madame Annie YAGUE, 8ème Adjointe au Maire
Déléguée à l'Enfance
Abroge et remplace l'arrêté n° 2014/1337/T/R**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L 2122-18, L 2122-21, L 2122-22 et L 2122-23 ;
- Vu la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
- Vu le Code des Marchés Publics ;
- Vu l'élection du Maire et des Adjoints le 5 avril 2014 ;
- Vu la délibération n°2014/135 du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu le décret n°2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 Décembre 2014 portant création à compter du 1er janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;

Arrête :

Article 1^{er} :

Madame Annie YAGUE, 8^{ème} Adjointe au Maire, officier d'état civil, reçoit délégation à l'Enfance, comprenant :

- Les crèches (publiques, associatives, d'entreprise), haltes-garderies, aménagement des structures petite enfance,
- Le développement d'une offre d'accueil diversifiée,
- L'éducation au goût.

Madame Annie YAGUE reçoit ces délégations, tant pour l'exercice des compétences propres de la commune, que pour celles exécutées pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 2 :

Dans le domaine défini à l'article 1^{er}, Madame Annie YAGUE reçoit délégation de signature, pour les décisions prévues à l'article L 2122-22 du CGCT dans les conditions définies par la délibération du 24 avril 2014.

Article 3 :

La délégation de fonction consentie à Madame Annie YAGUE inclut notamment, dans les domaines de compétences tels que définis par l'article 1^{er}, la signature de tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation et d'exécution de tous les marchés public et accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que tout décision concernant leurs avenants.

Néanmoins, et toujours dans le domaine précisé à l'article 1^{er}, la délégation de fonction à Madame Annie YAGUE n'inclut l'ouverture des enveloppes de marchés publics et l'enregistrement de leur contenu, tel que prévu par les articles 58, 61,65 et 67 du code des marchés publics, qu'en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Max LEVITA, représentant du Maire à la présidence de la Commission d'Appel d'Offres, lequel dispose d'une compétence générale pour cette procédure.

Article 4 :

Dans le domaine défini à l'article 1^{er}, Madame Annie YAGUE reçoit délégation de signature pour la signature de tous contrats, concessions d'aménagement, délégations de service public, conventions, documents administratifs ainsi que l'engagement de toutes dépenses relevant des domaines précisés à l'article 1^{er}.

Article 5 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 20/01/2015

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : 21/01/2015

Notifié le :

1

Ville de
Montpellier



**Secrétariat
général - Service
de l'Assemblée**



Dossier suivi par : ST
Poste : 27529
Envoi Bordereau le : 21/01/2015

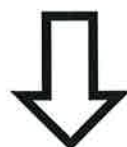
**BORDEREAU DE
NOTIFICATION**

Arrêté municipal n° 2015/0104/T/R

2

Elu :
Madame Annie YAGUE

Signature (obligatoire)



3

**Retour Secrétariat
général - Service
de l'Assemblée**

Retourner le bordereau signé dans les
plus brefs délais Selon l'article L2131-1 du CGCT,
les actes pris par les autorités communales sont exécutoires
de plein droit à leur notification aux intéressés.

Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier

Arrêté n° *2015/0107/TIR*

**Monsieur Fabien ABERT, 9ème Adjoint
délégué à la Jeunesse et aux Sports
Abroge et remplace l'arrêté n° 2014/1340/T/R**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L 2122-18, L 2122-21, L 2122-22 et L 2122-23 ;
- Vu la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
- Vu le Code des Marchés Publics ;
- Vu l'élection du Maire et des Adjoints le 5 avril 2014 ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Monsieur Gérard CASTRE, Adjoint délégué à la Démocratie de proximité et aux Maisons pour Tous ;
- Vu la délibération n°2014/135 du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu le décret n°2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 Décembre 2014 portant création à compter du 1er janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;

Arrête :

Article 1^{er} :

Monsieur Fabien ABERT, 9^{ème} Adjoint au Maire, officier d'état civil, reçoit délégation à la Jeunesse et aux Sports, comprenant :

- La Jeunesse,
- La vie étudiante,
- Le sport.

Monsieur Fabien ABERT reçoit également délégation à la Maison pour Tous François VILLON, auprès de Monsieur Gérard CASTRE, Adjoint délégué à la Démocratie de proximité et aux Maisons pour Tous.

Monsieur Fabien ABERT reçoit ces délégations, tant pour l'exercice des compétences propres de la commune, que pour celles exécutées pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 2 :

Dans le domaine défini à l'article 1^{er}, Monsieur Fabien ABERT reçoit délégation de signature, pour les décisions prévues à l'article L 2122-22 du CGCT dans les conditions définies par la délibération du 24 avril 2014.

Article 3 :

La délégation de fonction consentie à Monsieur Fabien ABERT inclut notamment, dans les domaines de compétences tels que définis par l'article 1^{er}, la signature de tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation et d'exécution de tous les marchés public et accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que tout décision concernant leurs avenants.

Néanmoins, et toujours dans le domaine précisé à l'article 1^{er}, la délégation de fonction à Monsieur Fabien ABERT n'inclut l'ouverture des enveloppes de marchés publics et l'enregistrement de leur contenu, tel que prévu par les articles 58, 61,65 et 67 du code des marchés publics, qu'en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Max LEVITA, représentant du Maire à la présidence de la Commission d'Appel d'Offres, lequel dispose d'une compétence générale pour cette procédure.

Article 4 :

Dans le domaine défini à l'article 1^{er}, Monsieur Fabien ABERT reçoit délégation de signature pour la signature de tous contrats, concessions d'aménagement, délégations de service public, conventions, documents administratifs ainsi que l'engagement de toutes dépenses relevant des domaines précisés à l'article 1^{er}.

Article 5 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 20/01/2015

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : 21/01/2015

Notifié le :

1

Ville de
Montpellier



**Secrétariat
général - Service
de l'Assemblée**



Dossier suivi par : ST
Poste : 27529
Envoi Bordereau le : 21/01/2015

**BORDEREAU DE
NOTIFICATION**

Arrêté municipal n° 2015/0107/T/R

2

Elu :

Monsieur Fabien ABERT

Signature (obligatoire)



3

**Retour Secrétariat
général - Service
de l'Assemblée**

Retourner le bordereau signé dans les
plus brefs délais Selon l'article L2131-1 du CGCT,
les actes pris par les autorités communales sont exécutoires
de plein droit à leur notification aux intéressés.

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

Arrêté n° **2015/0108/TIR**

Madame Lorraine ACQUIER
10ème Adjointe au Maire
Déléguée à l'Etat Civil et aux Affaires militaires
Abroge et remplace l'arrêté n° 2014/1345/T/R

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L2122-18, L2122-18-1, L2122-21, L 2122-22, L 2122-23 ;
- Vu la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
- Vu l'élection du Maire et des Adjoints au Maire le 5 avril 2014 ;
- Vu la délibération n°2014/135 du 24 avril 2014 donnant délégation du Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu le décret n°2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 Décembre 2014 portant création à compter du 1er janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;

Arrête :

Article 1^{er} :

Madame Lorraine ACQUIER, 10^{ème} Adjointe au Maire, officier d'état civil, reçoit délégation :

- A la Vie Quotidienne,
- A l'Etat civil,
- Au Recensement,
- A l'Administration des cimetières,
- Aux Commémorations,
- Au service Prest'O,
- A la Population, incluant les Elections, l'Accueil et le Standard.

Madame Lorraine ACQUIER reçoit ces délégations, tant pour l'exercice des compétences propres de la commune, que pour celles exécutées pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 2 :

Dans le domaine défini à l'article 1^{er} Madame Lorraine ACQUIER reçoit délégation de signature, pour les décisions prévues à l'article L 2122-22 du CGCT dans les conditions définies par la délibération n° 2014/135 du 24 avril 2014.

Article 3 :

La délégation de fonction consentie à Madame Lorraine ACQUIER inclut notamment, dans les domaines de compétences tels que défini l'article 1^{er} la signature de tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation et d'exécution de tous les marchés public et accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs avenants.

Néanmoins, et toujours dans le domaine précisé à l'article 1^{er}, la délégation de fonction à Madame Lorraine ACQUIER n'inclut l'ouverture des enveloppes de marchés publics et l'enregistrement de leur contenu, tel que prévu par les articles 58, 61,65 et 67 du code des marchés publics, qu'en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Max LEVITA, adjoint au Maire et représentant de Monsieur le Maire à la Commission d'Appel d'Offres, lequel dispose d'une compétence générale pour cette procédure.

Article 4 :

Dans le domaine défini à l'article 1^{er} Madame Lorraine ACQUIER reçoit délégation de signature pour la signature de tous contrats, concessions d'aménagement, délégations de service public, conventions, documents administratifs ainsi que l'engagement de toutes dépenses relevant des domaines précisés à l'article 1^{er}.

Article 5 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 20/01/2015

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : 21/01/2015

Notifié le :



CERTIFICAT D’AFFICHAGE

Montpellier

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier certifie qu’ont été affichés, à compter du 20 janvier 2015 inclus, sur le panneau d’affichage officiel de la mairie situé à l’extérieur de l’hôtel de Ville, la première et la dernière page des avenants :

- N° 4 à la concession d’aménagement Ville-SERM « ZAC du Nouveau Saint Roch » ;
- N° 10 à la concession d’aménagement Ville-SERM « ZAC Port Marianne – Jardins de la Lironde » ;
- N° 11 à la convention publique d’aménagement Ville-SERM « ZAC la Fontaine » ;
- N° 13 à la concession d’aménagement Ville-SERM « ZAC Port Marianne – Consuls de Mer ».

Cet affichage est établi pour une durée d’un mois.

Montpellier, le 20 janvier 2015

**La Directrice de l’Aménagement
et de la Programmation**



Sylvie MAHOT

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue de Centrayrargues et Rue de la Métairie de Sayset

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de raccordement de réseaux à la demande de VEOLIA ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **26 janvier 2015** et jusqu'au **13 février 2015** inclus, la Rue de Centrayrargues du n° 950 au n°1150 est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.
- la circulation des véhicules est alternée par feux ;
- chaque voie alternativement, par demi chaussée, est interdite à la circulation générale;
- le stationnement est interdit ;

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

En dérogation de l'arrêté permanent en vigueur n°2014-P10, à compter du **26 janvier 2015** et jusqu'au **13 février 2015** inclus rue de Centrayrargues, dans sa partie comprise entre le chemin de Moularès et la rue de Saint Hilaire, les véhicules de plus de 3.5tonnes de l'entreprise mandatée pour les travaux sont autorisés à circuler.

Article 3 :

À compter du **26 janvier 2015** et jusqu'au **13 février 2015** inclus, Rue de la Métairie de Sayssset, dans sa partie comprise entre la Rue Xavier Montrouzier et la Rue de Saint Hilaire, sur 20 mètres, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 5 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de VEOLIA.

Article 6 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 7 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 20 janvier 2015

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE



Publié le :

27 JAN 2015

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Route de Vauguières

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des mesures de déflexions à la demande de la DGU Service Voirie ;

Arrête :

Article 1er :

Le **28 janvier 2015**, sur la Route de Vauguières pour sa partie comprise entre la rue du Mas de Brousse et la rue Fontaine de la Banquière est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.
Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise ACR.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 20 janvier 2015

Monsieur l' Adjoint délégué



Luc ALBERNHE

Publié le : 27 JAN, 2015

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue du Mas de Lemasson

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement du match de rugby Féminin M.RC contre BLAGNAC au Stade Sabathé ;

Arrête :

Article 1er :

Le **25 janvier 2015**, Rue du Mas de Lemasson, le stationnement est interdit de **8h00 à 20h00**.

Sauf les véhicules techniques affectés à l'organisation de l'événement.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge des organisateurs .

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 20 Janvier 2015

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

23 JAN. 2015



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue Bigot

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de réfection de trottoir à la demande du service voirie de la ville de Montpellier ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **16 février 2015** et jusqu'au **20 mars 2015** inclus, la Rue Bigot est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise EUROVIA

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 20 janvier 2015

Monsieur l' Adjoint délégué



Luc ALBERNHE

Publié le :

27 JAN. 2015

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue Guilhem de Poitiers

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison d'une mise en sécurité de la chaussée à la demande de la Ville de Montpellier ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **26 janvier 2015** et jusqu'au **30 avril 2015** inclus, l'Avenue Guilhem de Poitiers, dans sa partie comprise entre la Rue des Baléares et la Rue Arnault Peyre est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite.
Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux riverains.
- Le stationnement est interdit.
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur l'Avenue Guilhem de Poitiers, emprunte :

- la Rue Arnault Peyre
 - la Rue Pierre Cardenal
 - l'Avenue Raimbaud d'Orange
- et se termine sur l'Avenue Guilhem de Poitiers.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise COLAS

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 20 janvier 2015

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE



Publié le :

27 JAN. 2015

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue de Thor Rue d'Odin Avenue Albert Einstein Route de Vauguières

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison du transport de matériaux à la demande de la SERM ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **26 janvier 2015** et jusqu'au **31 mai 2015** inclus, la circulation des charrois de matériaux sur les voies citées dans l'article 2 s'effectue uniquement sur le créneau de **9H00 à 16H00** et du **lundi au vendredi**.

Article 2 :

L'itinéraire de départ emprunte la rue de Thor, la rue d'Odin et la route de Vauguières sur sa partie comprise entre la rue de la Fontaine de la Banquière et la rue du Mas de Brousse.

L'itinéraire de substitution emprunte la rue de Thor, la rue d'Odin et l'avenue Albert Einstein sur sa partie comprise entre l'avenue Henri Becquerel et l'avenue de Grammont.

L'itinéraire de retour emprunte l'itinéraire de départ dans le sens inverse.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise Valerian.


Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 20 janvier 2015

 **Monsieur l' Adjoint délégué**
Luc ALBERNHE

Publié le : 27 JAN, 2015

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue de la Croix Verte

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de raccordement au réseau à la demande de ERDF. ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **05 février 2015** et jusqu'au **12 février 2015** inclus, la Rue de la Croix Verte au niveau du n°256 entre les deux entrées de l'UGAP est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de ERDF.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 20 janvier 2015


Monsieur l' Adjoint délégué
Luc ALBERNHE

Publié le :

27 JAN. 2015

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

PERMISSION DE VOIRIE

Free Infrastructure

32 Avenue Pierre d'Adhémar

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu le code de la voirie routière ;
- Vu le code des postes et des communications électroniques ;
- Vu le code de la route ;
- Vu la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993, relative à la coordination de la sécurité et de la protection de la santé sur les chantiers de bâtiments et de génie civil ;
- Vu le décret n°64-262 du 14 mars 1964, relatif aux caractéristiques techniques, aux alignements, à la conservation et à la surveillance des voies communales ;
- Vu le décret n°2005-862 du 27 juillet 2005, relatif aux conditions d'établissement et d'exploitation des réseaux et à la fourniture de services de communications électroniques ;
- Vu le décret n°2005-1676 du 16 décembre 2005, relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution ;
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu l'arrêté ministériel du 26 mars 2007, relatif aux demandes de permissions de voirie mentionnées à l'article R20-47 du code des postes et des communications électroniques ;
- Vu la délibération du conseil municipal du 27 octobre 1992, relative à la maîtrise de l'encombrement du sous-sol ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;

- Vu l'arrêté du 29 avril 2014, donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;

- Vu l'arrêté municipal du 9 février 1987, relatif à l'occupation du sous-sol,

- Vu qu'au titre de l'article L33-1 du code des postes et des communications électroniques, la société Free Infrastructure est un opérateur déclaré auprès de l'ARCEP concernant son activité d'opérateur de réseau de communications électroniques ouvert au public ;

- Vu les avis des principaux maîtres d'ouvrage occupant la voirie communale recueillis suite à la commission de consultation du 12 décembre 1997, conformément à l'article R 141-14 du code de la voirie routière ;

- Vu le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) du 31 juillet 1998 et notamment le titre IV comportant le règlement d'exécution des travaux occupant la voirie communale et l'arrêté de coordination des travaux à réaliser sur les voies ouvertes à la circulation publique ;

- Vu la demande en date du mardi 20 janvier 2015, par laquelle le maître d'ouvrage Free Infrastructure, dont le siège est situé 8, rue de la Ville l'Evêque 75008 Paris, représenté par MARTINO Olivier, demande l'autorisation d'occuper le domaine public routier communal ;

- Considérant que, pour les besoins d'exploitation de sa licence d'opérateur de télécommunications, le pétitionnaire doit occuper le domaine public routier communal pour l'installation d'artères souterraines ;

- Considérant que la création de Montpellier Méditerranée Métropole a eu pour effet le transfert de la compétence relative à la voirie et aux espaces publics détenue par la commune de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale.

Arrête au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole

Article 1 - Permission de voirie.

La société, Free Infrastructure, 8, rue de la Ville l'Evêque 75008 Paris, ci-après désignée "le permissionnaire", est autorisée à occuper le domaine public routier communal sous réserve du respect des conditions techniques et de sécurité en vigueur d'une part et des conditions particulières ci-après d'autre part.

La présente autorisation est accordée, sauf dénonciation, pour une période qui prend effet à la date de signature du présent arrêté et expire à la date d'échéance de l'autorisation accordée au permissionnaire pour établir et exploiter un réseau de télécommunications ouvert au public et pour fournir le service téléphonique au public.

Elle concerne les installations et ouvrages techniques désignés à l'article 2.

Elle ne peut être cédée par le permissionnaire à aucune autre personne physique ou morale sans le consentement préalable écrit de la Ville de Montpellier.

Elle est périmée de plein droit si le permissionnaire n'a pas engagé les travaux dans un délai de six mois suivant la date du présent arrêté.

Sa reconduction fait l'objet d'une demande du permissionnaire à la Ville de Montpellier, adressée six mois au moins avant la date d'échéance.

Article 2 - Nature et localisation des installations.

Nature : Branchement ponctuel.

Localisation : 32 Avenue Pierre d'Adhémar.

Linéaire : 8 mètres.

N.B. : Toute installation supplémentaire venant s'ajouter, par la suite, au présent état doit faire l'objet d'une permission de voirie particulière qui est régie par les termes de la présente et prend fin à la même date.

Article 3 - Réalisation des ouvrages

Les ouvrages sont réalisés conformément aux plans de projet joints à la demande de permission de voirie susvisée. Toute modification à apporter le cas échéant, à titre provisoire ou définitif, aux voiries et accessoires ainsi qu'aux équipements de toute nature compris dans l'emprise du domaine public occupé doit être autorisée préalablement par la Ville. Les dépenses résultant de ces modifications sont à la charge du permissionnaire.

La nature et la qualité des matériaux utilisés ainsi que la profondeur des canalisations doivent être conformes au règlement de voirie. Si la profondeur des installations se révélait ultérieurement inférieure aux cotes prescrites, le permissionnaire devra les déplacer jusqu'à la côte requise.

Le permissionnaire respecte en permanence toutes les précautions nécessaires pour protéger et préserver le domaine public et les réseaux en place, pendant et après les travaux. A cette fin, il contacte préalablement les occupants du domaine public qui lui indiquent les dispositions techniques de protection des ouvrages à respecter. Il en tient compte pour l'élaboration de son projet et pour l'exécution des travaux. Il est également tenu de se conformer aux mesures particulières de sécurité prescrites par la réglementation en vigueur dans les chantiers du bâtiment et des travaux publics.

Durant les travaux, le permissionnaire observe les prescriptions qui lui sont imposées pour assurer la circulation et la sécurité des usagers du domaine public.

La permission de voirie ne donne pas autorisation d'ouverture de chantier ; l'engagement, l'exécution et l'achèvement des travaux doivent être conformes aux procédures et prescriptions définies par la réglementation communale régissant les interventions sur la voie publique (règlement d'exécution des travaux occupant la voirie communale et arrêté de coordination des travaux à réaliser sur les voies ouvertes à la circulation publique).

Article 4 – Partage des installations.

A la demande de la Ville de Montpellier et afin de limiter les ouvertures de tranchées, le permissionnaire s'engage à étudier la possibilité d'un partage des artères existantes avec tout opérateur autorisé en vertu de l'article L.33-1 du code des postes et des communications électroniques.

Par ailleurs, le permissionnaire informera la Ville de Montpellier de tout accord de partage de ses installations qu'il conclurait ultérieurement avec un occupant tiers.

Si l'octroi de la présente permission de voirie conduit à réserver à son profit l'usage de l'ensemble des capacités d'occupation du domaine public routier communal, le permissionnaire s'engage, à réaliser les travaux nécessaires permettant le partage ultérieur des installations.

Article 5 - Responsabilité.

Le permissionnaire maintient les lieux occupés en bon état de fonctionnement, d'entretien et de propreté pendant toute la durée de l'occupation.

Il demeure entièrement responsable des dépenses, dommages et préjudices ou accidents qui pourraient résulter de ses travaux ou de l'existence de ses ouvrages tant vis-à-vis de la Ville que des tiers.

La Ville de Montpellier ne peut en aucun cas être tenue responsable des dommages qui peuvent affecter les installations du permissionnaire du fait de l'usage de la voie publique.

Article 6 - Modification déplacement ou suppression des installations.

Exceptés l'intervention d'urgence prévue à l'article 7 ou les cas de maintenance et de réparation à l'identique des installations, le permissionnaire ne peut effectuer d'autres travaux visant à modifier, déplacer ou supprimer les installations sans le consentement préalable écrit de la Ville de Montpellier.

Outre le cas de force majeure, si des travaux conformes à la destination du domaine public occupé doivent être réalisés dans l'intérêt de ce domaine, le permissionnaire doit procéder, à ses frais et dans les délais convenus avec la Ville de Montpellier, au déplacement, à la modification ou à la suppression de ses installations sur le domaine public, sans qu'il puisse invoquer un droit à indemnité à l'encontre de la Ville de Montpellier.

Article 7 - Interventions d'urgence.

Dans le cas où une intervention d'urgence serait nécessaire, le permissionnaire est autorisé à réaliser les travaux indispensables, sous réserve d'en informer la Ville de Montpellier sans délai.

Article 8 - Recolement.

Dans les deux mois suivant la fermeture du chantier, le permissionnaire communique à la Ville de Montpellier (service Voirie-Pôle Coordination Patrimoine) :

- Un plan de récolement des installations sur support papier à l'échelle 1/200^{ème}, ainsi que sous forme numérisée au format compatible avec le système d'informations géographiques de la Ville de Montpellier,
- Le linéaire du cheminement et les surfaces des chambres.

Le permissionnaire intégrera ces installations dans la base de données caractérisant les plans itinéraires.

Article 9 - Situation des ouvrages en fin de permission.

Avant l'expiration de la présente autorisation, ou si l'exploitation des installations est abandonnée avant cette date, la Ville de Montpellier et le permissionnaire conviennent de se rapprocher pour discuter du devenir des installations.

Dans l'hypothèse où ces installations ne feraient pas l'objet d'une reconduction de permission de voirie liée au renouvellement de la licence d'opérateur par l'autorité de tutelle, elles seraient soit rétrocédées à la Ville de Montpellier sans dédommagement du permissionnaire, soit déposées et les lieux occupés remis en l'état initial, aux frais du permissionnaire.

Article 10 - Règlement des litiges.

Toutes les contestations qui peuvent s'élever entre la Ville de Montpellier et le permissionnaire au sujet de l'interprétation ou de l'application de la présente permission seront soumises aux juridictions compétentes.

Article 11 - Exécution.

Ampliation du présent arrêté sera adressée, pour exécution, chacun en ce qui le concerne, à Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier, Monsieur le Trésorier Payeur Municipal et au Permissionnaire.

Montpellier, le mardi 20 janvier 2015

**Monsieur l'Adjoint délégué,
Agissant au nom et pour le compte
de Montpellier Méditerranée Métropole**



Luc ALBERNHE

Publié le : 28 JAN. 2015
Notifié le :

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

PERMISSION DE VOIRIE

Free Infrastructure

99 Avenue de Naples

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu le code de la voirie routière ;
- Vu le code des postes et des communications électroniques ;
- Vu le code de la route ;
- Vu la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993, relative à la coordination de la sécurité et de la protection de la santé sur les chantiers de bâtiments et de génie civil ;
- Vu le décret n°64-262 du 14 mars 1964, relatif aux caractéristiques techniques, aux alignements, à la conservation et à la surveillance des voies communales ;
- Vu le décret n°2005-862 du 27 juillet 2005, relatif aux conditions d'établissement et d'exploitation des réseaux et à la fourniture de services de communications électroniques ;
- Vu le décret n°2005-1676 du 16 décembre 2005, relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution ;
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu l'arrêté ministériel du 26 mars 2007, relatif aux demandes de permissions de voirie mentionnées à l'article R20-47 du code des postes et des communications électroniques ;
- Vu la délibération du conseil municipal du 27 octobre 1992, relative à la maîtrise de l'encombrement du sous-sol ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;

- Vu l'arrêté du 29 avril 2014, donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- Vu l'arrêté municipal du 9 février 1987, relatif à l'occupation du sous-sol,
- Vu qu'au titre de l'article L33-1 du code des postes et des communications électroniques, la société Free Infrastructure est un opérateur déclaré auprès de l'ARCEP concernant son activité d'opérateur de réseau de communications électroniques ouvert au public ;
- Vu les avis des principaux maîtres d'ouvrage occupant la voirie communale recueillis suite à la commission de consultation du 12 décembre 1997, conformément à l'article R 141-14 du code de la voirie routière ;
- Vu le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) du 31 juillet 1998 et notamment le titre IV comportant le règlement d'exécution des travaux occupant la voirie communale et l'arrêté de coordination des travaux à réaliser sur les voies ouvertes à la circulation publique ;
- Vu la demande en date du vendredi 16 janvier 2015, par laquelle le maître d'ouvrage Free Infrastructure, dont le siège est situé 8, rue de la Ville l'Evêque 75008 Paris, représenté par BALARD Kévin, demande l'autorisation d'occuper le domaine public routier communal ;
- Considérant que, pour les besoins d'exploitation de sa licence d'opérateur de télécommunications, le pétitionnaire doit occuper le domaine public routier communal pour l'installation d'artères souterraines ;
- Considérant que la création de Montpellier Méditerranée Métropole a eu pour effet le transfert de la compétence relative à la voirie et aux espaces publics détenue par la commune de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale.

Arrête au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole

Article 1 - Permission de voirie.

La société, Free Infrastructure, 8, rue de la Ville l'Evêque 75008 Paris, ci-après désignée "le permissionnaire", est autorisée à occuper le domaine public routier communal sous réserve du respect des conditions techniques et de sécurité en vigueur d'une part et des conditions particulières ci-après d'autre part.

La présente autorisation est accordée, sauf dénonciation, pour une période qui prend effet à la date de signature du présent arrêté et expire à la date d'échéance de l'autorisation accordée au permissionnaire pour établir et exploiter un réseau de télécommunications ouvert au public et pour fournir le service téléphonique au public.

Elle concerne les installations et ouvrages techniques désignés à l'article 2.

Elle ne peut être cédée par le permissionnaire à aucune autre personne physique ou morale sans le consentement préalable écrit de la Ville de Montpellier.

Elle est périmée de plein droit si le permissionnaire n'a pas engagé les travaux dans un délai de six mois suivant la date du présent arrêté.

Sa reconduction fait l'objet d'une demande du permissionnaire à la Ville de Montpellier, adressée six mois au moins avant la date d'échéance.

Article 2 - Nature et localisation des installations.

Nature : Branchement linéaire.

Localisation : 99 Avenue de Naples.

Linéaire : 15 mètres.

N.B. : Toute installation supplémentaire venant s'ajouter, par la suite, au présent état doit faire l'objet d'une permission de voirie particulière qui est régie par les termes de la présente et prend fin à la même date.

Article 3 - Réalisation des ouvrages

Les ouvrages sont réalisés conformément aux plans de projet joints à la demande de permission de voirie susvisée. Toute modification à apporter le cas échéant, à titre provisoire ou définitif, aux voiries et accessoires ainsi qu'aux équipements de toute nature compris dans l'emprise du domaine public occupé doit être autorisée préalablement par la Ville. Les dépenses résultant de ces modifications sont à la charge du permissionnaire.

La nature et la qualité des matériaux utilisés ainsi que la profondeur des canalisations doivent être conformes au règlement de voirie. Si la profondeur des installations se révélait ultérieurement inférieure aux cotes prescrites, le permissionnaire devra les déplacer jusqu'à la côte requise.

Le permissionnaire respecte en permanence toutes les précautions nécessaires pour protéger et préserver le domaine public et les réseaux en place, pendant et après les travaux. A cette fin, il contacte préalablement les occupants du domaine public qui lui indiquent les dispositions techniques de protection des ouvrages à respecter. Il en tient compte pour l'élaboration de son projet et pour l'exécution des travaux. Il est également tenu de se conformer aux mesures particulières de sécurité prescrites par la réglementation en vigueur dans les chantiers du bâtiment et des travaux publics.

Durant les travaux, le permissionnaire observe les prescriptions qui lui sont imposées pour assurer la circulation et la sécurité des usagers du domaine public.

La permission de voirie ne donne pas autorisation d'ouverture de chantier ; l'engagement, l'exécution et l'achèvement des travaux doivent être conformes aux procédures et prescriptions définies par la réglementation communale régissant les interventions sur la voie publique (règlement d'exécution des travaux occupant la voirie communale et arrêté de coordination des travaux à réaliser sur les voies ouvertes à la circulation publique).

Article 4 – Partage des installations.

A la demande de la Ville de Montpellier et afin de limiter les ouvertures de tranchées, le permissionnaire s'engage à étudier la possibilité d'un partage des artères existantes avec tout opérateur autorisé en vertu de l'article L.33-1 du code des postes et des communications électroniques.

Par ailleurs, le permissionnaire informera la Ville de Montpellier de tout accord de partage de ses installations qu'il conclurait ultérieurement avec un occupant tiers.

Si l'octroi de la présente permission de voirie conduit à réserver à son profit l'usage de l'ensemble des capacités d'occupation du domaine public routier communal, le permissionnaire s'engage, à réaliser les travaux nécessaires permettant le partage ultérieur des installations.

Article 5 - Responsabilité.

Le permissionnaire maintient les lieux occupés en bon état de fonctionnement, d'entretien et de propreté pendant toute la durée de l'occupation.

Il demeure entièrement responsable des dépenses, dommages et préjudices ou accidents qui pourraient résulter de ses travaux ou de l'existence de ses ouvrages tant vis-à-vis de la Ville que des tiers.

La Ville de Montpellier ne peut en aucun cas être tenue responsable des dommages qui peuvent affecter les installations du permissionnaire du fait de l'usage de la voie publique.

Article 6 - Modification déplacement ou suppression des installations.

Exceptés l'intervention d'urgence prévue à l'article 7 ou les cas de maintenance et de réparation à l'identique des installations, le permissionnaire ne peut effectuer d'autres travaux visant à modifier, déplacer ou supprimer les installations sans le consentement préalable écrit de la Ville de Montpellier.

Outre le cas de force majeure, si des travaux conformes à la destination du domaine public occupé doivent être réalisés dans l'intérêt de ce domaine, le permissionnaire doit procéder, à ses frais et dans les délais convenus avec la Ville de Montpellier, au déplacement, à la modification ou à la suppression de ses installations sur le domaine public, sans qu'il puisse invoquer un droit à indemnité à l'encontre de la Ville de Montpellier.

Article 7 - Interventions d'urgence.

Dans le cas où une intervention d'urgence serait nécessaire, le permissionnaire est autorisé à réaliser les travaux indispensables, sous réserve d'en informer la Ville de Montpellier sans délai.

Article 8 - Recolement.

Dans les deux mois suivant la fermeture du chantier, le permissionnaire communique à la Ville de Montpellier (service Voirie-Pôle Coordination Patrimoine) :

- Un plan de récolement des installations sur support papier à l'échelle 1/200^{ème}, ainsi que sous forme numérisée au format compatible avec le système d'informations géographiques de la Ville de Montpellier,
- Le linéaire du cheminement et les surfaces des chambres.

Le permissionnaire intégrera ces installations dans la base de données caractérisant les plans itinéraires.

Article 9 - Situation des ouvrages en fin de permission.

Avant l'expiration de la présente autorisation, ou si l'exploitation des installations est abandonnée avant cette date, la Ville de Montpellier et le permissionnaire conviennent de se rapprocher pour discuter du devenir des installations.

Dans l'hypothèse où ces installations ne feraient pas l'objet d'une reconduction de permission de voirie liée au renouvellement de la licence d'opérateur par l'autorité de tutelle, elles seraient soit rétrocédées à la Ville de Montpellier sans dédommagement du permissionnaire, soit déposées et les lieux occupés remis en l'état initial, aux frais du permissionnaire.

Article 10 - Règlement des litiges.

Toutes les contestations qui peuvent s'élever entre la Ville de Montpellier et le permissionnaire au sujet de l'interprétation ou de l'application de la présente permission seront soumises aux juridictions compétentes.

Article 11 - Exécution.

Ampliation du présent arrêté sera adressée, pour exécution, chacun en ce qui le concerne, à Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier, Monsieur le Trésorier Payeur Municipal et au Permissionnaire.

Montpellier, le mardi 20 janvier 2015

Monsieur l'Adjoint délégué,
Agissant au nom et pour le compte
de Montpellier Méditerranée Métropole


LUC ALBERNHE


23 JAN. 2015

Publié le :

Notifié le :

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

PERMISSION DE VOIRIE

Free Infrastructure

2 Avenue Guilhem de Poitiers

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu le code de la voirie routière ;
- Vu le code des postes et des communications électroniques ;
- Vu le code de la route ;
- Vu la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993, relative à la coordination de la sécurité et de la protection de la santé sur les chantiers de bâtiments et de génie civil ;
- Vu le décret n°64-262 du 14 mars 1964, relatif aux caractéristiques techniques, aux alignements, à la conservation et à la surveillance des voies communales ;
- Vu le décret n°2005-862 du 27 juillet 2005, relatif aux conditions d'établissement et d'exploitation des réseaux et à la fourniture de services de communications électroniques ;
- Vu le décret n°2005-1676 du 16 décembre 2005, relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution ;
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu l'arrêté ministériel du 26 mars 2007, relatif aux demandes de permissions de voirie mentionnées à l'article R20-47 du code des postes et des communications électroniques ;
- Vu la délibération du conseil municipal du 27 octobre 1992, relative à la maîtrise de l'encombrement du sous-sol ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;

- Vu l'arrêté du 29 avril 2014, donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;

- Vu l'arrêté municipal du 9 février 1987, relatif à l'occupation du sous-sol,

- Vu qu'au titre de l'article L33-1 du code des postes et des communications électroniques, la société Free Infrastructure est un opérateur déclaré auprès de l'ARCEP concernant son activité d'opérateur de réseau de communications électroniques ouvert au public ;

- Vu les avis des principaux maîtres d'ouvrage occupant la voirie communale recueillis suite à la commission de consultation du 12 décembre 1997, conformément à l'article R 141-14 du code de la voirie routière ;

- Vu le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) du 31 juillet 1998 et notamment le titre IV comportant le règlement d'exécution des travaux occupant la voirie communale et l'arrêté de coordination des travaux à réaliser sur les voies ouvertes à la circulation publique ;

- Vu la demande en date du vendredi 16 janvier 2015, par laquelle le maître d'ouvrage Free Infrastructure, dont le siège est situé 8, rue de la Ville l'Evêque 75008 Paris, représenté par BALARD Kévin, demande l'autorisation d'occuper le domaine public routier communal ;

- Considérant que, pour les besoins d'exploitation de sa licence d'opérateur de télécommunications, le pétitionnaire doit occuper le domaine public routier communal pour l'installation d'artères souterraines ;

- Considérant que la création de Montpellier Méditerranée Métropole a eu pour effet le transfert de la compétence relative à la voirie et aux espaces publics détenue par la commune de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale.

Arrête au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole

Article 1 - Permission de voirie.

La société, Free Infrastructure, 8, rue de la Ville l'Evêque 75008 Paris, ci-après désignée "le permissionnaire", est autorisée à occuper le domaine public routier communal sous réserve du respect des conditions techniques et de sécurité en vigueur d'une part et des conditions particulières ci-après d'autre part.

La présente autorisation est accordée, sauf dénonciation, pour une période qui prend effet à la date de signature du présent arrêté et expire à la date d'échéance de l'autorisation accordée au permissionnaire pour établir et exploiter un réseau de télécommunications ouvert au public et pour fournir le service téléphonique au public.

Elle concerne les installations et ouvrages techniques désignés à l'article 2.

Elle ne peut être cédée par le permissionnaire à aucune autre personne physique ou morale sans le consentement préalable écrit de la Ville de Montpellier.

Elle est périmée de plein droit si le permissionnaire n'a pas engagé les travaux dans un délai de six mois suivant la date du présent arrêté.

Sa reconduction fait l'objet d'une demande du permissionnaire à la Ville de Montpellier, adressée six mois au moins avant la date d'échéance.

Article 2 - Nature et localisation des installations.

Nature : Branchement ponctuel.

Localisation : 2 Avenue Guilhem de Poitiers.

Linéaire : 10 mètres.

N.B. : Toute installation supplémentaire venant s'ajouter, par la suite, au présent état doit faire l'objet d'une permission de voirie particulière qui est régie par les termes de la présente et prend fin à la même date.

Article 3 - Réalisation des ouvrages

Les ouvrages sont réalisés conformément aux plans de projet joints à la demande de permission de voirie susvisée. Toute modification à apporter le cas échéant, à titre provisoire ou définitif, aux voiries et accessoires ainsi qu'aux équipements de toute nature compris dans l'emprise du domaine public occupé doit être autorisée préalablement par la Ville. Les dépenses résultant de ces modifications sont à la charge du permissionnaire.

La nature et la qualité des matériaux utilisés ainsi que la profondeur des canalisations doivent être conformes au règlement de voirie. Si la profondeur des installations se révélait ultérieurement inférieure aux cotes prescrites, le permissionnaire devra les déplacer jusqu'à la côte requise.

Le permissionnaire respecte en permanence toutes les précautions nécessaires pour protéger et préserver le domaine public et les réseaux en place, pendant et après les travaux. A cette fin, il contacte préalablement les occupants du domaine public qui lui indiquent les dispositions techniques de protection des ouvrages à respecter. Il en tient compte pour l'élaboration de son projet et pour l'exécution des travaux. Il est également tenu de se conformer aux mesures particulières de sécurité prescrites par la réglementation en vigueur dans les chantiers du bâtiment et des travaux publics.

Durant les travaux, le permissionnaire observe les prescriptions qui lui sont imposées pour assurer la circulation et la sécurité des usagers du domaine public.

La permission de voirie ne donne pas autorisation d'ouverture de chantier ; l'engagement, l'exécution et l'achèvement des travaux doivent être conformes aux procédures et prescriptions définies par la réglementation communale régissant les interventions sur la voie publique (règlement d'exécution des travaux occupant la voirie communale et arrêté de coordination des travaux à réaliser sur les voies ouvertes à la circulation publique).

Article 4 – Partage des installations.

A la demande de la Ville de Montpellier et afin de limiter les ouvertures de tranchées, le permissionnaire s'engage à étudier la possibilité d'un partage des artères existantes avec tout opérateur autorisé en vertu de l'article L.33-1 du code des postes et des communications électroniques.

Par ailleurs, le permissionnaire informera la Ville de Montpellier de tout accord de partage de ses installations qu'il conclurait ultérieurement avec un occupant tiers.

Si l'octroi de la présente permission de voirie conduit à réserver à son profit l'usage de l'ensemble des capacités d'occupation du domaine public routier communal, le permissionnaire s'engage, à réaliser les travaux nécessaires permettant le partage ultérieur des installations.

Article 5 - Responsabilité.

Le permissionnaire maintient les lieux occupés en bon état de fonctionnement, d'entretien et de propreté pendant toute la durée de l'occupation.

Il demeure entièrement responsable des dépenses, dommages et préjudices ou accidents qui pourraient résulter de ses travaux ou de l'existence de ses ouvrages tant vis-à-vis de la Ville que des tiers.

La Ville de Montpellier ne peut en aucun cas être tenue responsable des dommages qui peuvent affecter les installations du permissionnaire du fait de l'usage de la voie publique.

Article 6 - Modification déplacement ou suppression des installations.

Exceptés l'intervention d'urgence prévue à l'article 7 ou les cas de maintenance et de réparation à l'identique des installations, le permissionnaire ne peut effectuer d'autres travaux visant à modifier, déplacer ou supprimer les installations sans le consentement préalable écrit de la Ville de Montpellier.

Outre le cas de force majeure, si des travaux conformes à la destination du domaine public occupé doivent être réalisés dans l'intérêt de ce domaine, le permissionnaire doit procéder, à ses frais et dans les délais convenus avec la Ville de Montpellier, au déplacement, à la modification ou à la suppression de ses installations sur le domaine public, sans qu'il puisse invoquer un droit à indemnité à l'encontre de la Ville de Montpellier.

Article 7 - Interventions d'urgence.

Dans le cas où une intervention d'urgence serait nécessaire, le permissionnaire est autorisé à réaliser les travaux indispensables, sous réserve d'en informer la Ville de Montpellier sans délai.

Article 8 - Recolement.

Dans les deux mois suivant la fermeture du chantier, le permissionnaire communique à la Ville de Montpellier (service Voirie-Pôle Coordination Patrimoine) :

- Un plan de recolement des installations sur support papier à l'échelle 1/200^{ème}, ainsi que sous forme numérisée au format compatible avec le système d'informations géographiques de la Ville de Montpellier,
- Le linéaire du cheminement et les surfaces des chambres.

Le permissionnaire intégrera ces installations dans la base de données caractérisant les plans itinéraires.

Article 9 - Situation des ouvrages en fin de permission.

Avant l'expiration de la présente autorisation, ou si l'exploitation des installations est abandonnée avant cette date, la Ville de Montpellier et le permissionnaire conviennent de se rapprocher pour discuter du devenir des installations.

Dans l'hypothèse où ces installations ne feraient pas l'objet d'une reconduction de permission de voirie liée au renouvellement de la licence d'opérateur par l'autorité de tutelle, elles seraient soit rétrocédées à la Ville de Montpellier sans dédommagement du permissionnaire, soit déposées et les lieux occupés remis en l'état initial, aux frais du permissionnaire.

Article 10 - Règlement des litiges.

Toutes les contestations qui peuvent s'élever entre la Ville de Montpellier et le permissionnaire au sujet de l'interprétation ou de l'application de la présente permission seront soumises aux juridictions compétentes.

Article 11 - Exécution.

Ampliation du présent arrêté sera adressée, pour exécution, chacun en ce qui le concerne, à Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier, Monsieur le Trésorier Payeur Municipal et au Permissionnaire.

Montpellier, le mardi 20 janvier 2015

**Monsieur l'Adjoint délégué,
Agissant au nom et pour le compte
de Montpellier Méditerranée Métropole**

Luc ALBERNHE



23 JAN. 2015

Publié le :

Notifié le :

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

PERMISSION DE VOIRIE

Free Infrastructure

Avenue de l' Europe

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu le code de la voirie routière ;
- Vu le code des postes et des communications électroniques ;
- Vu le code de la route ;
- Vu la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993, relative à la coordination de la sécurité et de la protection de la santé sur les chantiers de bâtiments et de génie civil ;
- Vu le décret n°64-262 du 14 mars 1964, relatif aux caractéristiques techniques, aux alignements, à la conservation et à la surveillance des voies communales;
- Vu le décret n°2005-862 du 27 juillet 2005, relatif aux conditions d'établissement et d'exploitation des réseaux et à la fourniture de services de communications électroniques ;
- Vu le décret n°2005-1676 du 16 décembre 2005, relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution ;
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu l'arrêté ministériel du 26 mars 2007, relatif aux demandes de permissions de voirie mentionnées à l'article R20-47 du code des postes et des communications électroniques ;
- Vu la délibération du conseil municipal du 27 octobre 1992, relative à la maîtrise de l'encombrement du sous-sol ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;

- Vu l'arrêté du 29 avril 2014, donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;

- Vu l'arrêté municipal du 9 février 1987, relatif à l'occupation du sous-sol,

- Vu qu'au titre de l'article L33-1 du code des postes et des communications électroniques, la société Free Infrastructure est un opérateur déclaré auprès de l'ARCEP concernant son activité d'opérateur de réseau de communications électroniques ouvert au public ;

- Vu les avis des principaux maîtres d'ouvrage occupant la voirie communale recueillis suite à la commission de consultation du 12 décembre 1997, conformément à l'article R 141-14 du code de la voirie routière ;

- Vu le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) du 31 juillet 1998 et notamment le titre IV comportant le règlement d'exécution des travaux occupant la voirie communale et l'arrêté de coordination des travaux à réaliser sur les voies ouvertes à la circulation publique ;

- Vu la demande en date du vendredi 16 janvier 2015, par laquelle le maître d'ouvrage Free Infrastructure, dont le siège est situé 8, rue de la Ville l'Evêque 75008 Paris, représenté par BALARD Kévin, demande l'autorisation d'occuper le domaine public routier communal ;

- Considérant que, pour les besoins d'exploitation de sa licence d'opérateur de télécommunications, le pétitionnaire doit occuper le domaine public routier communal pour l'installation d'artères souterraines ;

- Considérant que la création de Montpellier Méditerranée Métropole a eu pour effet le transfert de la compétence relative à la voirie et aux espaces publics détenue par la commune de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale.

Arrête au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole

Article 1 - Permission de voirie.

La société, Free Infrastructure, 8, rue de la Ville l'Evêque 75008 Paris, ci-après désignée "le permissionnaire", est autorisée à occuper le domaine public routier communal sous réserve du respect des conditions techniques et de sécurité en vigueur d'une part et des conditions particulières ci-après d'autre part.

La présente autorisation est accordée, sauf dénonciation, pour une période qui prend effet à la date de signature du présent arrêté et expire à la date d'échéance de l'autorisation accordée au permissionnaire pour établir et exploiter un réseau de télécommunications ouvert au public et pour fournir le service téléphonique au public.

Elle concerne les installations et ouvrages techniques désignés à l'article 2.

Elle ne peut être cédée par le permissionnaire à aucune autre personne physique ou morale sans le consentement préalable écrit de la Ville de Montpellier.

Elle est périmée de plein droit si le permissionnaire n'a pas engagé les travaux dans un délai de six mois suivant la date du présent arrêté.

Sa reconduction fait l'objet d'une demande du permissionnaire à la Ville de Montpellier, adressée six mois au moins avant la date d'échéance.

Article 2 - Nature et localisation des installations.

Nature : Branchement ponctuel.

Localisation : Avenue de l' Europe.

Linéaire : 5 mètres.

N.B. : Toute installation supplémentaire venant s'ajouter, par la suite, au présent état doit faire l'objet d'une permission de voirie particulière qui est régie par les termes de la présente et prend fin à la même date.

Article 3 - Réalisation des ouvrages

Les ouvrages sont réalisés conformément aux plans de projet joints à la demande de permission de voirie susvisée. Toute modification à apporter le cas échéant, à titre provisoire ou définitif, aux voiries et accessoires ainsi qu'aux équipements de toute nature compris dans l'emprise du domaine public occupé doit être autorisée préalablement par la Ville. Les dépenses résultant de ces modifications sont à la charge du permissionnaire.

La nature et la qualité des matériaux utilisés ainsi que la profondeur des canalisations doivent être conformes au règlement de voirie. Si la profondeur des installations se révélait ultérieurement inférieure aux cotes prescrites, le permissionnaire devra les déplacer jusqu'à la côte requise.

Le permissionnaire respecte en permanence toutes les précautions nécessaires pour protéger et préserver le domaine public et les réseaux en place, pendant et après les travaux. A cette fin, il contacte préalablement les occupants du domaine public qui lui indiquent les dispositions techniques de protection des ouvrages à respecter. Il en tient compte pour l'élaboration de son projet et pour l'exécution des travaux. Il est également tenu de se conformer aux mesures particulières de sécurité prescrites par la réglementation en vigueur dans les chantiers du bâtiment et des travaux publics.

Durant les travaux, le permissionnaire observe les prescriptions qui lui sont imposées pour assurer la circulation et la sécurité des usagers du domaine public.

La permission de voirie ne donne pas autorisation d'ouverture de chantier ; l'engagement, l'exécution et l'achèvement des travaux doivent être conformes aux procédures et prescriptions définies par la réglementation communale régissant les interventions sur la voie publique (règlement d'exécution des travaux occupant la voirie communale et arrêté de coordination des travaux à réaliser sur les voies ouvertes à la circulation publique).

Article 4 – Partage des installations.

A la demande de la Ville de Montpellier et afin de limiter les ouvertures de tranchées, le permissionnaire s'engage à étudier la possibilité d'un partage des artères existantes avec tout opérateur autorisé en vertu de l'article L.33-1 du code des postes et des communications électroniques.

Par ailleurs, le permissionnaire informera la Ville de Montpellier de tout accord de partage de ses installations qu'il conclurait ultérieurement avec un occupant tiers.

Si l'octroi de la présente permission de voirie conduit à réserver à son profit l'usage de l'ensemble des capacités d'occupation du domaine public routier communal, le permissionnaire s'engage, à réaliser les travaux nécessaires permettant le partage ultérieur des installations.

Article 5 - Responsabilité.

Le permissionnaire maintient les lieux occupés en bon état de fonctionnement, d'entretien et de propreté pendant toute la durée de l'occupation.

Il demeure entièrement responsable des dépenses, dommages et préjudices ou accidents qui pourraient résulter de ses travaux ou de l'existence de ses ouvrages tant vis-à-vis de la Ville que des tiers.

La Ville de Montpellier ne peut en aucun cas être tenue responsable des dommages qui peuvent affecter les installations du permissionnaire du fait de l'usage de la voie publique.

Article 6 - Modification déplacement ou suppression des installations.

Exceptés l'intervention d'urgence prévue à l'article 7 ou les cas de maintenance et de réparation à l'identique des installations, le permissionnaire ne peut effectuer d'autres travaux visant à modifier, déplacer ou supprimer les installations sans le consentement préalable écrit de la Ville de Montpellier.

Outre le cas de force majeure, si des travaux conformes à la destination du domaine public occupé doivent être réalisés dans l'intérêt de ce domaine, le permissionnaire doit procéder, à ses frais et dans les délais convenus avec la Ville de Montpellier, au déplacement, à la modification ou à la suppression de ses installations sur le domaine public, sans qu'il puisse invoquer un droit à indemnité à l'encontre de la Ville de Montpellier.

Article 7 - Interventions d'urgence.

Dans le cas où une intervention d'urgence serait nécessaire, le permissionnaire est autorisé à réaliser les travaux indispensables, sous réserve d'en informer la Ville de Montpellier sans délai.

Article 8 - Recolement.

Dans les deux mois suivant la fermeture du chantier, le permissionnaire communique à la Ville de Montpellier (service Voirie-Pôle Coordination Patrimoine) :

- Un plan de recolement des installations sur support papier à l'échelle 1/200^{ème}, ainsi que sous forme numérisée au format compatible avec le système d'informations géographiques de la Ville de Montpellier,
- Le linéaire du cheminement et les surfaces des chambres.

Le permissionnaire intégrera ces installations dans la base de données caractérisant les plans itinéraires.

Article 9 - Situation des ouvrages en fin de permission.

Avant l'expiration de la présente autorisation, ou si l'exploitation des installations est abandonnée avant cette date, la Ville de Montpellier et le permissionnaire conviennent de se rapprocher pour discuter du devenir des installations.

Dans l'hypothèse où ces installations ne feraient pas l'objet d'une reconduction de permission de voirie liée au renouvellement de la licence d'opérateur par l'autorité de tutelle, elles seraient soit rétrocédées à la Ville de Montpellier sans dédommagement du permissionnaire, soit déposées et les lieux occupés remis en l'état initial, aux frais du permissionnaire.

Article 10 - Règlement des litiges.

Toutes les contestations qui peuvent s'élever entre la Ville de Montpellier et le permissionnaire au sujet de l'interprétation ou de l'application de la présente permission seront soumises aux juridictions compétentes.

Article 11 - Exécution.

Ampliation du présent arrêté sera adressée, pour exécution, chacun en ce qui le concerne, à Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier, Monsieur le Trésorier Payeur Municipal et au Permissionnaire.

Montpellier, le mardi 20 janvier 2015

**Monsieur l'Adjoint délégué,
Agissant au nom et pour le compte
de Montpellier Méditerranée Métropole**

23 JAN 2015


Luc ALBERNHE


Publié le :

Notifié le :

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

PERMISSION DE VOIRIE

France Telecom Ingénierie Gestion Affaires

832 Rue de Las Sorbes

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu le code de la voirie routière ;
- Vu le code des postes et des communications électroniques ;
- Vu le code de la route ;
- Vu la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993, relative à la coordination de la sécurité et de la protection de la santé sur les chantiers de bâtiments et de génie civil ;
- Vu le décret n°64-262 du 14 mars 1964, relatif aux caractéristiques techniques, aux alignements, à la conservation et à la surveillance des voies communales ;
- Vu le décret n°2005-862 du 27 juillet 2005, relatif aux conditions d'établissement et d'exploitation des réseaux et à la fourniture de services de communications électroniques ;
- Vu le décret n°2005-1676 du 16 décembre 2005, relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution ;
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu l'arrêté ministériel du 26 mars 2007, relatif aux demandes de permissions de voirie mentionnées à l'article R20-47 du code des postes et des communications électroniques ;
- Vu la délibération du conseil municipal du 27 octobre 1992, relative à la maîtrise de l'encombrement du sous-sol ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;

- Vu l'arrêté du 29 avril 2014, donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;

- Vu l'arrêté municipal du 9 février 1987, relatif à l'occupation du sous-sol,

- Vu qu'au titre de l'article L33-1 du code des postes et des communications électroniques, la société France Telecom Ingénierie Gestion Affaires est un opérateur déclaré auprès de l'ARCEP concernant son activité d'opérateur de réseau de communications électroniques ouvert au public ;

- Vu les avis des principaux maîtres d'ouvrage occupant la voirie communale recueillis suite à la commission de consultation du 12 décembre 1997, conformément à l'article R 141-14 du code de la voirie routière ;

- Vu le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) du 31 juillet 1998 et notamment le titre IV comportant le règlement d'exécution des travaux occupant la voirie communale et l'arrêté de coordination des travaux à réaliser sur les voies ouvertes à la circulation publique ;

- Vu la demande en date du jeudi 15 janvier 2015, par laquelle le maître d'ouvrage France Telecom Ingénierie Gestion Affaires, dont le siège est situé Unité d'Intervention Languedoc Roussillon-707, Avenue du Marché Gare 34933 Montpellier Cedex 9, représenté par JAMME Fabien, demande l'autorisation d'occuper le domaine public routier communal ;

- Considérant que, pour les besoins d'exploitation de sa licence d'opérateur de télécommunications, le pétitionnaire doit occuper le domaine public routier communal pour l'installation d'artères souterraines ;

- Considérant que la création de Montpellier Méditerranée Métropole a eu pour effet le transfert de la compétence relative à la voirie et aux espaces publics détenue par la commune de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale.

Arrête au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole

Article 1 - Permission de voirie.

La société, France Telecom Ingénierie Gestion Affaires, Unité d'Intervention Languedoc Roussillon-707, Avenue du Marché Gare 34933 Montpellier Cedex 9, ci-après désignée "le permissionnaire", est autorisée à occuper le domaine public routier communal sous réserve du respect des conditions techniques et de sécurité en vigueur d'une part et des conditions particulières ci-après d'autre part.

La présente autorisation est accordée, sauf dénonciation, pour une période qui prend effet à la date de signature du présent arrêté et expire à la date d'échéance de l'autorisation accordée au permissionnaire pour établir et exploiter un réseau de télécommunications ouvert au public et pour fournir le service téléphonique au public.

Elle concerne les installations et ouvrages techniques désignés à l'article 2.

Elle ne peut être cédée par le permissionnaire à aucune autre personne physique ou morale sans le consentement préalable écrit de la Ville de Montpellier.

Elle est périmée de plein droit si le permissionnaire n'a pas engagé les travaux dans un délai de six mois suivant la date du présent arrêté.

Sa reconduction fait l'objet d'une demande du permissionnaire à la Ville de Montpellier, adressée six mois au moins avant la date d'échéance.

Article 2 - Nature et localisation des installations.

Nature : Pose Armoire Réseau.

Localisation : 832 Rue de Las Sorbes.

Linéaire : 108 mètres + armoire PMZ Armoire RAL 9001 - Blanc Crème mètres.

N.B. : Toute installation supplémentaire venant s'ajouter, par la suite, au présent état doit faire l'objet d'une permission de voirie particulière qui est régie par les termes de la présente et prend fin à la même date.

Article 3 - Réalisation des ouvrages

Les ouvrages sont réalisés conformément aux plans de projet joints à la demande de permission de voirie susvisée. Toute modification à apporter le cas échéant, à titre provisoire ou définitif, aux voiries et accessoires ainsi qu'aux équipements de toute nature compris dans l'emprise du domaine public occupé doit être autorisée préalablement par la Ville. Les dépenses résultant de ces modifications sont à la charge du permissionnaire.

La nature et la qualité des matériaux utilisés ainsi que la profondeur des canalisations doivent être conformes au règlement de voirie. Si la profondeur des installations se révélait ultérieurement inférieure aux cotes prescrites, le permissionnaire devra les déplacer jusqu'à la côte requise.

Le permissionnaire respecte en permanence toutes les précautions nécessaires pour protéger et préserver le domaine public et les réseaux en place, pendant et après les travaux. A cette fin, il contacte préalablement les occupants du domaine public qui lui indiquent les dispositions techniques de protection des ouvrages à respecter. Il en tient compte pour l'élaboration de son projet et pour l'exécution des travaux. Il est également tenu de se conformer aux mesures particulières de sécurité prescrites par la réglementation en vigueur dans les chantiers du bâtiment et des travaux publics.

Durant les travaux, le permissionnaire observe les prescriptions qui lui sont imposées pour assurer la circulation et la sécurité des usagers du domaine public.

La permission de voirie ne donne pas autorisation d'ouverture de chantier ; l'engagement, l'exécution et l'achèvement des travaux doivent être conformes aux procédures et prescriptions définies par la réglementation communale régissant les interventions sur la voie publique (règlement d'exécution des travaux occupant la voirie communale et arrêté de coordination des travaux à réaliser sur les voies ouvertes à la circulation publique).

Article 4 – Partage des installations.

A la demande de la Ville de Montpellier et afin de limiter les ouvertures de tranchées, le permissionnaire s'engage à étudier la possibilité d'un partage des artères existantes avec

tout opérateur autorisé en vertu de l'article L.33-1 du code des postes et des communications électroniques.

Par ailleurs, le permissionnaire informera la Ville de Montpellier de tout accord de partage de ses installations qu'il conclurait ultérieurement avec un occupant tiers.

Si l'octroi de la présente permission de voirie conduit à réserver à son profit l'usage de l'ensemble des capacités d'occupation du domaine public routier communal, le permissionnaire s'engage, à réaliser les travaux nécessaires permettant le partage ultérieur des installations.

Article 5 - Responsabilité.

Le permissionnaire maintient les lieux occupés en bon état de fonctionnement, d'entretien et de propreté pendant toute la durée de l'occupation.

Il demeure entièrement responsable des dépenses, dommages et préjudices ou accidents qui pourraient résulter de ses travaux ou de l'existence de ses ouvrages tant vis-à-vis de la Ville que des tiers.

La Ville de Montpellier ne peut en aucun cas être tenue responsable des dommages qui peuvent affecter les installations du permissionnaire du fait de l'usage de la voie publique.

Article 6 - Modification déplacement ou suppression des installations.

Exceptés l'intervention d'urgence prévue à l'article 7 ou les cas de maintenance et de réparation à l'identique des installations, le permissionnaire ne peut effectuer d'autres travaux visant à modifier, déplacer ou supprimer les installations sans le consentement préalable écrit de la Ville de Montpellier.

Outre le cas de force majeure, si des travaux conformes à la destination du domaine public occupé doivent être réalisés dans l'intérêt de ce domaine, le permissionnaire doit procéder, à ses frais et dans les délais convenus avec la Ville de Montpellier, au déplacement, à la modification ou à la suppression de ses installations sur le domaine public, sans qu'il puisse invoquer un droit à indemnité à l'encontre de la Ville de Montpellier.

Article 7 - Interventions d'urgence.

Dans le cas où une intervention d'urgence serait nécessaire, le permissionnaire est autorisé à réaliser les travaux indispensables, sous réserve d'en informer la Ville de Montpellier sans délai.

Article 8 - Recolement.

Dans les deux mois suivant la fermeture du chantier, le permissionnaire communique à la Ville de Montpellier (service Voirie-Pôle Coordination Patrimoine) :

- Un plan de recatement des installations sur support papier à l'échelle 1/200^{ème}, ainsi que sous forme numérisée au format compatible avec le système d'informations géographiques de la Ville de Montpellier,
- Le linéaire du cheminement et les surfaces des chambres.

Le permissionnaire intégrera ces installations dans la base de données caractérisant les plans itinéraires.

Article 9 - Situation des ouvrages en fin de permission.

Avant l'expiration de la présente autorisation, ou si l'exploitation des installations est abandonnée avant cette date, la Ville de Montpellier et le permissionnaire conviennent de se rapprocher pour discuter du devenir des installations.

Dans l'hypothèse où ces installations ne feraient pas l'objet d'une reconduction de permission de voirie liée au renouvellement de la licence d'opérateur par l'autorité de tutelle, elles seraient soit rétrocédées à la Ville de Montpellier sans dédommagement du permissionnaire, soit déposées et les lieux occupés remis en l'état initial, aux frais du permissionnaire.

Article 10 - Règlement des litiges.

Toutes les contestations qui peuvent s'élever entre la Ville de Montpellier et le permissionnaire au sujet de l'interprétation ou de l'application de la présente permission seront soumises aux juridictions compétentes.

Article 11 - Exécution.

Ampliation du présent arrêté sera adressée, pour exécution, chacun en ce qui le concerne, à Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier, Monsieur le Trésorier Payeur Municipal et au Permissionnaire.

Montpellier, le mardi 20 janvier 2015

**Monsieur l'Adjoint délégué,
Agissant au nom et pour le compte
de Montpellier Méditerranée Métropole**



Luc ALBERNHE

Publié le :

Notifié le :

23 JAN. 2015

